

Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Deuxième Année N° 47

Lundi 13 Janvier 1958

Prix : 30 fr.

SUPPRIMONS LA PRESSE MAS

EN PAGE 8



M^e Abdelkader Benjelloun a brillamment défendu Ben Najah et ses compagnons.



Ben Najah et ses compagnons dans la salle d'audience du Tribunal de Casablanca.

AVEC LE PEUPLE CONTRE VOTRE POLITIQUE

EN PAGE 4

Les événements... et les hommes

Les Arabesques de l'Actualité

par ROLAND BACRI (le petit poète)

L'HEURE DE LA VÉRITÉ

Jusqu'en 1914, la France, banque du monde, vivait des revenus de ses capitaux placés à l'étranger. Aujourd'hui, en fait de revenus de capitaux, elle a des capitaux qui n'en sont pas revenus.

La provision d'or de la Banque de France ne suffisait plus (c'est M. Baumgartner qui eut l'honneur de dévoiler les deux sous de l'affaire) on décida une expansion de la production.

La main d'œuvre se mit donc à pied d'œuvre mais eut ensuite le front, soi-disant républicain, de réclamer le salaire de labeur.

Or, un minimum vital, salaire de rien et c'est beaucoup !

Bref, on se préoccupa de satisfaire les petits besoins du prolétariat (autrement dit-on laissa pisser) et on se mit à agir sur les prix.

C'est bien connu : les prix qu'on veut avoir gâtent ceux que l'on a...

La boucle était bouclée.

Au dernier cran.

LES CONDITIONS DE REDRESSEMENT

Nous ne suivrons pas notre Garde des Sceaux périlleux dans ses exercices de rétablissement financier.

Nous nous méfions en effet de ces économistes distingués dont les formules à l'emporte-pièces (celles des autres naturellement) ne servent qu'à brouiller le problème et à confondre économie politique et politique d'économie.

LA CRISE DES DEVISES

Pourquoi donner le Change ? Le renversement complet des valeurs, boursières et autres, nous accule à un emploi judicieux des quelques devises qui nous restent.

Le temps n'est plus, par exemple, où une bonne renommée valait mieux qu'une ceinture dorée.

Aujourd'hui, c'est la ceinture, dorée ou pas, qu'il nous faut.

Pauvre été n'est pas vis, disait-on ? Si vous saviez quel été riche en tours de vis nous attend !

Etc. etc.

DEPENSES BIEN REMPLIES

Qui dressera la liste accablante ?

Les territoires sous mandat (comme leur nom l'indique !) l'opération Suez et sa note de fret...

Mais notre propos n'est pas de faire pencher la balance des comptes avec le poids des responsabilités.

L'EFFORT FISCAL

Qui doit payer l'impôt en France ?

Pas le crime, on nous l'a assez répété.

Pas non plus le Conseil des Ministres : les conseillers n'ont jamais été les payeurs.

La Justice ? elle est raide.

La guerre d'Algérie n'est pas payante, le socialisme est impayable... alors ?

LE LECTEUR A LA PAGE

Il ira cette semaine dans ce merveilleux « Magasin des Enfants » qui vient de paraître au Club Français du Livre.

Il s'agit d'un bel emboîtement contenant : « Les aventures de Polichinelle » (Octave Feuillet), « La bouillie de la Comtesse Berthe » (A. Dumas), « Les aventures de Gribouille » (G. Sand), « Tom Pouce » (Stahl).

Quatre bijoux de livres reliés et illustrés par les maîtres romantiques : Bertall, Johannot...

Le lecteur à la page se les disputera avec ses enfants.

ANNONCES LEGALES

MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS
Circonscription de l'Habitat
4ème Arrondissement du Sud
AGADIR

AVIS D'APPEL D'OFFRES
CONSTRUCTION
DE 18 LOGEMENTS
AU SECTEUR D'EXTENSION X.

1er LOT - TERRASSEMENTS -
MAÇONNERIES - GROS ŒUVRE
Dépôt des plis échantés dans les
Bureaux de Monsieur l'Ingénieur
Chef d'Arrondissement :

le 10 FEVRIER 1958,

avant 11 HEURES, dernier délai.

Cautionnement provisoire :
468.000 francs (quatre cent soixante
huit mille francs).

Cautionnement définitif : 3 % du
montant du marché.

Des références techniques et financières ainsi que des certificats d'architecte, sur travaux récents, exé-

cutés au Maroc sont exigés.

Dossier à consulter à AGADIR, à
la subdivision de l'Habitat et chez
Monsieur BASSIERES, architecte,
rue de Copenhague - AGADIR.

Préfecture de Casablanca
A V I S
CHIENS - BICYCLETTES
VEHICULES HIPPOMOBILES

Le Gouverneur de la ville de
Casablanca, informe les propriétaires
de chiens, bicyclettes, véhicules
hippomobiles qu'ils peuvent retirer
dès à présent leurs plaques de taxes
Année 1958 dans les postes des
« REGIES MUNICIPALES » indiqués ci-dessous :

BICYCLETTES. — 105, Bd. de
Paris - Marché du 2e Tirailleurs -
Marché aux Grains - Place des
Alliés et Marché « Koréa ».

VEHICULES HIPPOMOBILES.
Place des Alliés.

CHIENS. — 105, Bd de Paris, et
Abattoirs Municipaux.

SOMMAIRE

Mauvaise gestion	page 3
Epuration à Tunis	« 3
Avec le peuple, contre votre politique	« 4
Ce que je ne crois pas	« 5
"Maroc 58"	pages 6 et 7
Supprimons la presse Masi	« 8
Diplomatie du pétrole	« 8
La dernière malchance	« 9
Ces hommes qu'on dit sauvages	« 10
Les nuits de Cabiria	« 11
Ben Najah devant le Tribunal de Casablanca	« 12

Situation angoissante des étudiants marocains au Moyen-Orient

S.M. le Roi vivement touché par le sort misérable réservé aux étudiants marocains du Moyen-Orient vient d'adresser aux plus déshérités d'entre eux une somme qui leur permettra de surmonter avec profit leurs difficultés matérielles.

S.M. le Roi a de plus donné l'ordre au Conseil des Ministres d'étendre l'attribution de bourses à ces étudiants d'en accélérer l'acheminement.

Tout le monde se souvient de la vigoureuse campagne de presse menée par nos journaux pour dénoncer le coupable oubli dont fait preuve le ministre de l'Instruction Publique à l'égard de ces étudiants.

Notre campagne a enfin porté ses fruits. Ce n'est que justice. Il est en effet inadmissible que les Marocains étudiants dans les pays arabes fassent figure de parents pauvres vis-à-vis de leurs camarades, qu'ils soient obligés de quémander continuellement aux autorités de ces pays des aides matérielles et qu'ils trouvent porte close auprès de nos ambassades. Soient obligés pour pouvoir poursuivre leurs études d'être en butte aux pires difficultés : logement, nourriture etc.,

ce qui ne peut provoquer qu'une attitude démoralisatrice, déprimante et susciter des rancœurs.

Un gouvernement digne de ce nom se doit de pourvoir à l'entretien de ses jeunes ressortissants s'inscrivant à l'étranger sinon il néglige son devoir suprême qui est de préparer l'avenir du pays en formant parmi les jeunes les cadres nécessaires.

Le gouvernement actuel n'attribue des bourses qu'aux jeunes qui font acte d'obédience à un certain parti.

Cet état de fait doit totalement disparaître sinon le fascisme naissant au Maroc stipendiant des émules rejettera dans la révolte la grande masse de la jeunesse.

Il faut procurer des subsides matériels à tous les jeunes qui en sont dépourvus et qui le méritent sans distinction politique aucune, il faut que dans chaque représentation diplomatique marocaine ils puissent trouver une aide efficace, morale, matérielle.

Cette manière d'agir est la seule valable et véritablement démocratique.

Concours de la plus belle vitrine

Le mardi 7 courant le comité de la Foire Internationale de Casablanca convie les membres de la presse à une réunion au cours de laquelle M. Dadoun, président de la Foire, devait dire aux journalistes que dans le cadre des manifestations auxquelles la Foire Internationale 1958 donnera lieu, les représentants du commerce casablancais ont mis sur pied un « Concours de la plus belle vitrine ».

L'an dernier un concours semblable avait été organisé et bien qu'improvisé il avait permis d'apprécier

et de récompenser des réalisations de talent.

Le thème de ce concours sera « Les Mille et Une Nuits » et il va de soi que les meilleures vitrines seront primées.

Le jury sera composé de membres du comité et de diverses personnalités du monde des lettres et des arts.

Il est à souhaiter que ce concours rencontrera l'enthousiasme général des commerçants et qu'il contribuera à une relance du commerce marocain.

V. M.

« CONFLUENT »

Comme l'an dernier, CONFLUENT publie dans son numéro de décembre une analyse détaillée des travaux de l'Université d'été de Tioumiline sur l'EDUCATION. Ce numéro intéressera tous les parents et les éducateurs, particulièrement au Maroc, car ils y trouveront confrontées

les conceptions musulmane, chrétienne, juive et même marxiste. 56 pages. Nombreuses illustrations. Prix 350 fr. En vente dans les principales librairies. A défaut envoyer un virement poste de 350 fr. à Jeune Presse, C.C.P. 838-15 Rabat pour le recevoir franco.

Les événements... et les hommes

LES PHOSPHATES

MAUVAISE GESTION

Dans le centre de Khouribga la capitale du phosphate marocain, il n'est question que de la mauvaise gestion des mines de phosphate depuis un certain temps.

Certains parlent même de sabotage organisé. En effet le nombre de fonctionnaires du cadre supérieur n'ont cessé d'augmenter depuis 1956 sans que cette augmentation soit accompagnée d'une augmentation dans la production.

Cent soixante familles d'européens attendent d'être logés parmi les employés européens des phosphates alors que d'habitude il n'y avait pas de crise de logement dans ce secteur.

On peut donner d'autres exemples de cette augmentation des effectifs des cadres. A la cen-

trale électrique il n'y avait jusqu'en 1956 qu'un seul ingénieur, à présent il y en a trois et on parle même de l'arrivée prochaine d'un quatrième.

Au service des travaux le nombre d'ingénieurs est passé de un à trois et ainsi de suite dans beaucoup de secteurs.

Mais s'il y a augmentation dans les effectifs européens, si on oublie de marocaniser les cadres, par contre la production aurait baissé, de 18.000 tonnes quotidiennement à 14.000 tonnes.

On voudrait bien savoir quelle est la cause de cette baisse et ne pas oublier que la principale industrie du pays qui alimente le budget national dans la proportion de 1/10 est le phosphate et qu'elle mérite toute notre vigilance.

EPURATION A TUNIS

C.I.P.O. : Centre d'Informations du Proche-Orient parle dans son numéro du 9 janvier, du dernier changement ministériel en Tunisie dans les termes suivants :

Le Président de la République a mis fin aux fonctions du secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, M. Azouz Rebaï, et rattaché ses services au cabinet présidentiel. Cette mesure est interprétée comme une sanction qui serait motivée moins par des fautes de service (l'œuvre accomplie dans l'organisation de la jeunesse ne mérite que des éloges) que par une attitude politique déplaisant au Président. On y voit l'amorce d'une épuration des éléments les plus extrémistes dans le gouvernement et au sein des organisations du parti néo-destourien.

En effet, il a été annoncé que les fédérations destouriennes seraient dissoutes et remplacées par des délégués du Président. D'autre part, Azouz Rebaï passait pour constituer, avec les secrétaires d'Etat

Mehiri et Mestiri, la faction extrémiste du parti, à laquelle on imputait les récentes mesures sur la confiscation des biens mal acquis et sur l'indignité nationale, qui ont aliéné à Bourguiba toute la bourgeoisie modérée. Son éloignement du pouvoir, rapproché d'autres mesures administratives (mutation du directeur de l'Intérieur et démission du directeur du cabinet de la Justice), paraissent préfigurer un remaniement ministériel, que nous avons déjà annoncé, et qui ramènerait M. Mongi Slim, ambassadeur à Washington, au gouvernement.

L'opinion décele l'influence de plus en plus large prise dans le parti néo-destourien par Abdelmajid Chaker, fils du leader assassiné en 1952, et y voit le dauphin que se préparerait Habib Bourguiba. Il accomplit actuellement une mission d'information au Moyen-Orient, comme envoyé personnel du Président, inquiet du développement de la situation dans les pays arabes à la suite du Congrès Afro-Asiatique où la Tunisie a fait mauvaise figure.

SITUATION DEMOGRAPHIQUE AU MAROC

La dernière publication du Ministère de l'Intérieur d'un livre de commandements nous donne quelques informations sur l'importance numérique de la population au Maroc.

Nul n'ignore l'importance primordiale que revêtent les statistiques pour une conception rationnelle de l'organisation politique, administrative, économique et sociale du pays.

Cependant quelle valeur peut-on accorder aux chiffres donnés par la publication du Ministère de l'Intérieur ?

En effet les derniers recensements opérés l'ont été par les autorités des deux protectorats. Elles n'avaient jamais la rigueur scientifique voulue. On adoptait souvent les chiffres au besoin de la cause. Cette remarque faite, nous donnons les chiffres publiés dans le livre de commandement

La population du Maroc est évaluée à 9.826.581. La précision de ces chiffres est troublante et exagérée. Pour la population non marocaine on donne les chiffres concernant les villes de Casa, Rabat, Fès, Marrakech. Villes dit-on qui ont été les moins touchées par l'émigration.

Si en 1951, la population non marocaine de ces villes était de 275.000, elle n'est actuellement en 1958 que de 206.000 âmes. Ainsi 69.000 non marocains auraient quitté le pays. En partant de ces chiffres on affirme approximativement que 100.000 étrangers auraient quitté le Maroc depuis 1955.

Le Maroc a un besoin urgent de recenser d'une façon scientifique précise sa population. La politique de la planification exige le recensement de toutes les richesses humaines et matérielles du pays.

EDITORIAL

L'ESPAGNE NOUS ATTAQUE SUR DEUX FRONTS

Nous avons dans le dernier numéro de « Démocratie » attiré l'attention du peuple marocain et des responsables sur la situation de Sidi Ifni qui est actuellement assiégé par l'armée espagnole qui ne cesse de recevoir des renforts. Durant cette semaine 1.800 hommes ont quitté Valence à destination de la côte atlantique marocaine où un convoi de 400 artilleurs les avait précédés.

Parallèlement à cette action militaire qui s'inspire de l'esprit de reconquête le plus arrogant, l'Espagne entreprend une guerre sur le front diplomatique dans la Zone Nord du Maroc. En effet les autorités de Madrid refusent de faire honneur à leur engagement du 7 juillet 1957 en retirant de la Zone Nord leur monnaie : la peseta.

Il est utile pour la compréhension de ce sujet de faire un bref historique des relations hispano-marocaines depuis le 7 avril 1956. Depuis cette date, date de la reconnaissance par Madrid de l'indépendance du Maroc et de son unité territoriale, un protocole annexe à la déclaration du 7 avril avait été signé entre les négociateurs représentant S.M. Mohammed V et ceux représentant le Général Franco. L'article 4 du protocole additionnel est ainsi libellé : « la situation actuelle de la peseta reste inchangée jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord dans ce domaine ». Or, le gouvernement marocain, aurait dû immédiatement entreprendre les négociations monétaires avec Madrid, afin d'unifier le pays et surtout d'éviter des spéculations qui étaient prévisibles. Il était naturel que les Espagnols, profitant de l'échange de leur monnaie non cotée sur le marché financier international officiel contre le franc, gonflent leur dépôt bancaire et encouragent un trafic chez les particuliers de caractère spéculatif.

Ce n'est que seize mois plus tard en juillet 1957 qu'un accord monétaire fut signé à Madrid entre les ministères étrangers des deux pays. Accord qui fut considéré par toute la presse madrilène comme un triomphe de la diplomatie ibérique. Entre autre libéralité consentie par Balafrej au gouvernement du Général Franco, une reconnaissance de dette de l'ordre de 2.300 millions de pesetas.

Nous fumes indignés par cette prodigalité de mauvaise aloi et nous formulâmes les plus expresses réserves quant à ce traité.

Des commissions techniques franco-espagnoles devaient se réunir pour mettre au point les modalités d'application de l'accord du 7 juillet 1957. Nous fumes informés par des communiqués laconiques des nombreuses réunions qui se tinrent à Rabat.

Les Marocains attendaient l'exécution rapide de l'unification monétaire du pays. Mais un esprit de sabotage systématique a animé les négociateurs espagnols d'ailleurs encouragés par la nonchalance de notre diplomatie.

Depuis la situation économique n'a cessé d'empirer dans la Zone Nord. Une hausse vertigineuse des prix a amené le pouvoir d'achat des salariés et la misère et le chômage sévissent sévèrement dans le Nord du pays.

A plusieurs reprises dans les Conseils de Cabinet, il fut question des mesures énergiques prises pour unifier monétairement le Maroc. On peut dire, sans crainte d'être démenti, que ces mesures énergiques n'ont jamais été suivies d'effet.

Ayant mollement réagi dans l'affaire de Sidi Ifni supportant les fantaisies et les gamineries des techniciens espagnols sans leur opposer de réaction énergique et digne, le gouvernement de Rabat se laisse manœuvrer par l'Espagne, et ce, au grand détriment des intérêts supérieurs de la nation marocaine.

Il est de notre devoir de nous élever contre ceux qui continuent de parler d'amitié et de bonnes relations avec l'Espagne franquiste alors que la gente militaire de Madrid porte la guerre sur le territoire marocain et qu'elle donne des ordres à ses techniciens financiers pour saboter toute négociation sur le retrait de la peseta du Royaume Chérifien.

Si les Espagnols persistent dans leur intention de nous livrer cette guerre des nerfs dans le domaine financier, les responsables de Rabat doivent avoir assez d'énergie et de fierté nationale pour décider unilatéralement le retrait de la peseta et la circulation unique de notre monnaie nationale dans la Zone Nord du Royaume.

Tel est le seul langage que peut comprendre le gouvernement de Madrid qui se comporte à notre égard non en ami ou allié mais en ennemi qui tue nos frères des Ait Baamran.

« Démocratie »

AVEC LE PEUPLE, CONTRE VOTRE POLITIQUE

Le journal AL ALAM, quotidien en langue arabe du parti de l'Istiqlal a publié le 9 courant un éditorial sur la politique étrangère et le rôle de l'opposition en ce domaine. L'éditorialiste qui se caractérise par une dialectique totalitaire et simpliste dénie à l'opposition toute critique de l'action du Ministre des Affaires Etrangères.

Notre confrère ER RAI EL-AMM consacre dans son numéro du 10-1-58 un article en réponse aux allégations stupides et intéressées de cet éditorialiste. Nous avons jugé utile de publier la traduction de cette intéressante et pertinente réponse.

L'éditorial de « Al Alam » s'est caractérisé hier par un mode de pensée et des conclusions particulièrement absurdes. C'est pourquoi, il est de notre devoir de consacrer un commentaire à cet éditorial. L'idée maîtresse en est : l'opposition glisse vers la trahison lorsqu'elle discute de la politique du Ministre des Affaires Etrangères et préconise une politique qui en est différente. Elle devient alors passible des plus graves condamnations prévues par la loi. Car, selon « Al Alam », la politique étrangère d'un pays fait toujours l'objet d'un accord unanime entre les partis politiques. Le journal de l'Istiqlal ajoute : « On peut comprendre que les partis politiques adoptent des positions différentes quant à la politique intérieure, mais il est inadmissible de ne pas être d'accord quant à la politique extérieure. Le désaccord en cette matière constitue une atteinte à la morale et une trahison ».

Nous avons plusieurs remarques à faire au sujet de cet éditorial.

S'il est vrai qu'il est nécessaire que le gouvernement et l'opposition doivent se mettre d'accord sur la politique étrangère, il est évident que cet accord ne peut être réalisé qu'à deux conditions :

1°) le Ministère des Affaires Etrangères doit avoir une politique définie qui puisse servir de base de discussion et au sujet de laquelle un accord peut être recherché.

2°) la politique extérieure suivie par le Ministre ou le Gouvernement doit être dans le sens de l'intérêt du Maroc, intérêt qui serait menacé si les formations politiques ne réalisaient pas dans ce cas l'unanimité.

Il est regrettable de dire que nous ne connaissons pas de politique étrangère définie par le Ministère des Affaires Etrangères. Aucune politique étrangère définie n'existant, on ne peut prétendre à obtenir l'accord des partis politiques sur quelque chose qui n'est pas. Le Ministère des Affaires Etrangères brille par ses hésitations, sa confusion et cela depuis sa création. Il a toujours suivi une voie instable et sinueuse, qui tantôt, le pousse vers l'Occident, tantôt vers l'Orient. Ces hésitations se manifestent même à propos de la nécessité d'établir des rapports solides entre le Maroc et la Ligue Arabe. Dans ce domaine les atermoiements sont aussi inadmissibles qu'incompréhensibles. De cette fuitte devant les responsabilités, un lourd contentieux pèse sur nos relations avec l'Occident et l'Orient. Nombreuses en effet sont les négociations commencées avec la France, l'Espagne, les U.S.A. ou l'Orient arabe et qui n'ont jamais abouti et dont on n'est jamais arrivé à connaître l'orientation exacte.

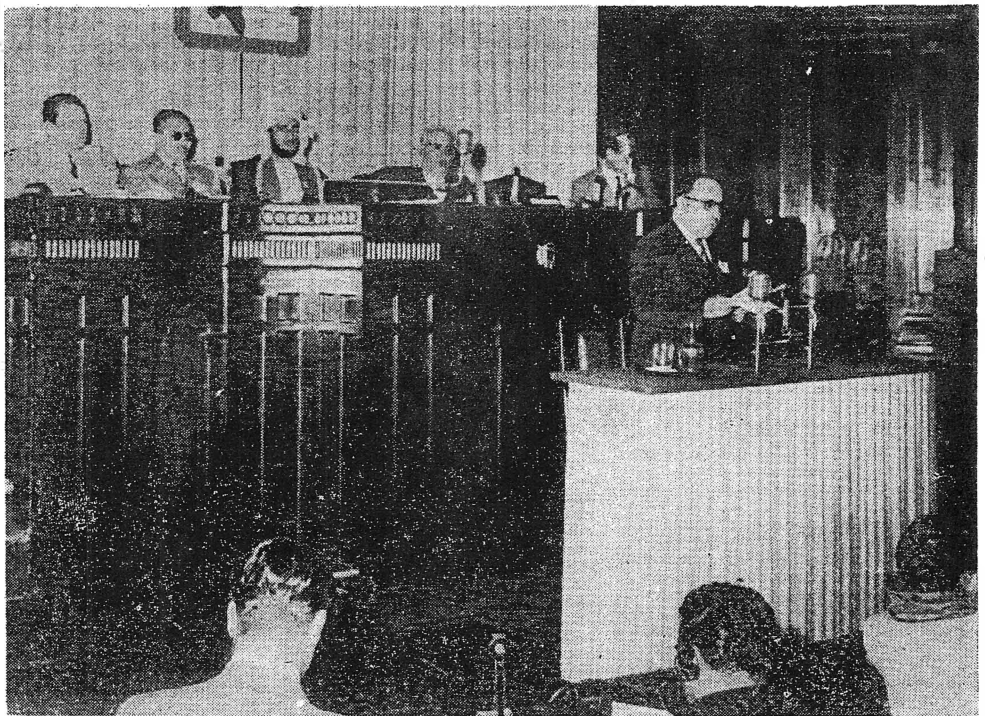
A propos de quoi alors veut-on obtenir notre accord ? Désire-t-on nous voir approuver l'inconnu et soutenir aveuglément une politique mystérieuse ?

Pour ne pas être accusé de mauvaise foi, cherchons dans les déclarations mêmes du Ministère des Affaires Etrangères ce qui pourrait éclairer les bases de sa politique puisqu'il est impossible d'avoir de tels éclaircissements à partir de son action.

De prime abord, nous pouvons affirmer que le Ministre est plutôt avare de ses mots. Le silence est d'or ! telle est sa règle générale de conduite. Malheureusement une telle règle ne peut être une base de politique.

Lorsque le Ministre se décide à faire quelques déclarations, il use volontiers d'un style énigmatique se réservant ainsi la possibilité de se contredire peu de temps après, suivant l'évolution des événements, les lieux, des déclarations et le hasard des capitales qu'il visite.

Le Ministre des Affaires Etrangères semble suivre le principe suivant : nous pouvons, en usant de sourires charmeurs, ne jamais nous engager, afin de pouvoir toujours faire machine arrière. C'est là une politique qui se caractérise par des contradictions constantes. Le pays ne peut que souffrir d'une telle confusion. Veuillez Monsieur le Ministre des Affaires répondre aux questions suivantes :



Si la politique de Monsieur Balafrej n'est pas claire, celle exprimée, par notre Secrétaire Général, Mohamed Hassan Wazzani au Congrès de Solidarité Afro-Asiatique du Caire l'est.

— Sommes-nous toujours fidèles au principe de l'indépendance dans l'indépendance ? — Désirons-nous l'indépendance totale ? — Voulons-nous l'évacuation des troupes étrangères ? — Sommes-nous avec les Arabes ou contre eux ? — Sommes-nous les amis de l'Algérie ou de la France ? — Sommes-nous pour la politique des pactes militaires ou contre ? — Croyons-nous à la nécessité de la libération économique du Maroc ou désirons-nous nous lier à la France, aux U.S.A. ou à d'autres puissances ?

Le Ministère des Affaires Etrangères ne peut donner une réponse claire à ces questions. Si parfois il peut répondre « oui » ou « non » à l'une de ces questions, il complète toujours la réponse par un « mais » qui en dit long sur la confusion des intentions et de la ligne de conduite des Affaires Etrangères Marocaines.

A propos de quoi donc, veut-on obtenir notre accord, si nous ne trouvons aucune réponse à ces questions et à de nombreuses autres, ni dans l'action du Ministre, ni dans ses déclarations ?

Et puis, qu'est-ce l'accord ? N'implique-t-il pas une réunion préalable de deux ou de plusieurs parties pour définir l'objet autour duquel on veut se mettre d'accord, afin de le discuter et aboutir à un accord final ?

Avec qui le Ministre s'est-il réuni pour établir sa « politique » et avec

qui l'a-t-il discutée ?

Il est vrai que les partis politiques dans les pays démocratiques se mettent d'accord sur une politique étrangère. Mais, comment cet accord est-il réalisé ? Les pays démocratiques possèdent des assemblées élues devant lesquelles le ministre expose sa politique qui fait l'objet d'une discussion libre et franche. Un vote a lieu ensuite et l'assemblée donne son accord, s'il approuve la politique du ministre ou oblige le ministre à la modifier à la lumière des amendements formulés dans l'assemblée. C'est alors seulement que la politique étrangère devient réellement celle de toute la nation.

La politique de chaque ministre est connue d'avance par les électeurs. Elle gagne en clarté et en maturité grâce

au parti de l'Istiqlal ont donné maintes preuves sur l'idée qu'ils se font du gouvernement : à leurs yeux, l'Etat se confond avec leur parti. S'opposer à leur parti, c'est trahir l'Etat. Et malgré cela, ils veulent faire croire au peuple que le Maroc vit sous un régime démocratique ! On ne peut pratiquer mieux l'art du mensonge et de la falsification !

Le gouvernement actuel a choisi une voie que n'a point choisi le peuple ! Le peuple a choisi l'indépendance totale, l'évacuation des troupes étrangères, l'intégrité territoriale, l'arabisme, l'appui inconditionnel à l'Algérie. Tel est le choix de notre parti. Et dans sa quasi-unanimité le Conseil National Consultatif a approuvé cette orientation. Si le gouvernement veut être

fidèle au peuple, il doit se mettre d'accord avec lui afin de réaliser l'unanimité que nous souhaitons tous : l'unanimité du peuple et du gouvernement.

Le journaliste de « Al-Alam » a voulu induire les lecteurs en erreur en prétendant que ni en Egypte, ni aux U.S.A., ni en U.R.S.S., aucune voix ne s'élève pour s'opposer à la politique extérieure du gouvernement. Mettons que cela est vrai pour l'Egypte. Mais n'oublions pas que le gouvernement égyptien a doté le pays d'une constitution librement approuvée. Des déclarations gouvernementales définissent la politique intérieure et extérieure de l'Egypte et le peuple égyptien a donné son accord à cette politique par l'intermédiaire de l'Assemblée Nationale Egyptienne (Majlis el Oumma). Il n'est donc pas étonnant de voir l'unanimité nationale se réaliser autour de la politique étrangère égyptienne.

Ce qui est valable pour l'Egypte, l'est pour les Etats-Unis d'Amérique qui possèdent une constitution et un Congrès, et qui procèdent aux élections tous les quatre ans. Malgré cela, le chef de l'Etat ne se permet jamais de changer de politique étrangère sans consulter le parti de l'opposition. Inutile de préciser pour quelles raisons aucune opposition n'existe en Union Soviétique. L'U.R.S.S. n'est pas un état démocratique et c'est pour cela

(uSite en page 9)

CE QUE JE NE CROIS PAS (3)

par un combattant pour la clarté

Nous nous sommes arrêtés succinctement à quelques « idées » que Chraïbi a cru utile de communiquer aux lecteurs de « Démocratie ». Nous continuons à glaner chez l'auteur de « Ce que je crois » des points qui éclairent mieux sa pensée (bien que l'ensemble de ses confessions appelle une analyse minutieuse), et ce en raison des nombreuses conséquences malencontreuses que pourraient avoir, sur la jeunesse maghrébine, des prises de position erronées de la part de certains de nos rarissimes écrivains.

OUI ET NON A CHRAÏBI

Chraïbi-le-romancier est bien respectable et mérite des encouragements. Celui-là, nous le saluons, l'applaudissons et formulons pour lui tous les vœux amicaux de réussite. De ce Chraïbi, nous souhaitons une œuvre romanesque de grand talent, pour notre plaisir intellectuel et pour notre fierté nationale.

Par contre, nous disons non à l'autre Chraïbi, l'auteur des articles de l'hebdomadaire parisien « Demain » et de ceux de « Démocratie ». Nous nous en voudrions de revenir sur les articles si pertinents d'A.H. dans « Démocratie » et sur la réponse de Chraïbi, laquelle, de toute évidence, était de bonne foi, mais combien attristante ! Qu'il soit permis, à nous qui abordons toujours ses écrits avec un préjugé favorable, de remarquer que, en dehors de son œuvre romanesque, tout ce que Chraïbi écrit représente des porte-à-faux. Car, autant « Les Boucs » et « L'Âne » nous plaisent, autant « Histoire à courte vue », « Lettre à Chérakoui », « Radio-Egypte libre », « Ce que je crois » et tous les autres articles nous déçoivent et nous chagrinent. Au lieu de provoquer de l'estime pour leur auteur, ils n'inspirent que pitié à cause de leur indigence de pensée et de l'irrationalisme outragément outrancier qui les caractérise. Ne serait-il pas préférable d'être un bon romancier qu'un mauvais touche-à-tout ?

Si nous nous permettons cette remarque, c'est que nous sommes convaincus de la nécessité de l'autocritique et de l'entraide entre intellectuels maghrébins, sans complaisance, ni mauvaise foi. Chraïbi a déjà fait un bel effort d'autocritique, tout à son honneur, bien que d'une manière, à notre avis, trop sentimentale et peu constructive (cf. « Démocratie » n° 5), mais il y a de l'intention, et cela compte pour beaucoup.

LA CHASSE DE L'ABSOLU

Je ne crois pas, Chraïbi, que vous soyez un vilain garçon. Au contraire. Je ne crois pas non plus que vous soyez un naïf ou un abruti, qu'à Dieu ne plaise ; vous êtes cultivé, même très cultivé puisque vous avez, comme vous l'affirmez, « assimilé » en vous « tout l'Occident ».

Néanmoins, vous avez deux péchés véniels. D'abord votre méconnaissance, quasiment totale, de la culture arabo-islamique, ce qui vous fait prendre des *hadith* pour des « proverbes », la *Umma* pour des « fils du Prophète », le rite maléfique pour le jansénisme de l'Islam, etc... etc... (1). Nous ne vous aurions pas reproché la méconnaissance de l'histoire des idées en Islam, si vous ne vous en mêliez pas et si vous vous occupiez de choses que vous connaissez mieux, à savoir la littérature française et la chimie. D'ailleurs, à notre connaissance, c'est votre père qui « a lu toutes les doctrines philosophiques arabes », non vous. Chacun son métier, les vaches seront mieux gardées, dit le fabuliste. N'avez-vous pas reconnu vous-même : « je suis limité ; je sais : je ne suis qu'un homme » ?

Le second péché mignon, qui par ailleurs s'apparente au premier, c'est votre profession de foi antirationaliste et antiscientifique, ce sont vos appels à une anarchie régressive. Je ne crois pas que la gravité d'une pareille attitude vous échappe, vous qui écrivez... « j'ai poussé assez loin mes études en chimie ».

Vous êtes donc chimiste ; j'en suis fort aise pour vous, cher compatriote, mais prenez garde à la tentation de faire de l'alchimie. Vous vous élevez contre la science, la philosophie, le rationalisme... ; dès lors il ne vous reste que l'astrologie, l'alchimie et une certaine mystique mystificatrice.

Votre cas me fait penser à un autre chimiste, en proie à une idée fixe : Balthazar Claës, du célèbre roman de H. de Balzac. C'est un chercheur d'absolu. Il fut tellement génial qu'il a fini, grâce à son irréalisme, par ruiner sa famille, l'une des plus anciennes et des plus riches de Douai, pour acheter des machines et des produits chimiques, en vue de fabriquer le diamant pur. Le diamant pur !

Ce diamant pur, vous, vous l'avez trouvé sans machines, ni laboratoire. Anathème sur la raison, anathème sur le progrès, anathème sur toutes les valeurs qui constituent le patrimoine culturel de l'humanité. Béni soit l'anarchie, béni soit le chaos : « Au début, ce fut le néant », le néant sans lois,

sans « vérités relatives », sans philosophes, sans sociologues, sans ethnologues, sans analystes, sans savants !...

Cependant, je ne crois pas que le génie, ou la sainteté, consistent à fuir le monde ; ils incitent, plutôt, à lutter pour l'améliorer, à se préserver du mal, de l'injustice et du péché d'orgueil : ni au-dessus, ni au-dessous de la mêlée, mais en plein dedans. Néanmoins, s'il ne faut pas être excessivement avide des biens de ce monde, au mépris de son âme et des actions qui rapprochent de Dieu, on ne doit pas se laisser leurrer par une mystique passive, ou quelque ascétisme de mauvais aloi. Selon le Coran « Les fidèles qui restent dans leurs foyers, sans y être contraints par la nécessité, ne seront pas traités comme ceux qui combattent dans le chemin de Dieu, sacrifiant leurs biens et leurs personnes. Dieu a assigné à ceux-ci un rang plus élevé qu'à ceux-là, et, bien que ses promesses s'étendent à tous, Dieu accordera aux combattants une récompense plus belle qu'à ceux qui restent dans leurs foyers » (IV, 94-95).

Le musulman trouve la plénitude de sa foi, non dans des déclarations de principe « Le Coran pour moi est le Livre par excellence » (Chraïbi), mais dans le *taqidiq* (l'adhésion du cœur épaulée par l'assentiment de la raison), le *taqidiq* qui ne peut se passer du *tawil* (l'interprétation personnelle, le refus de la soumission passive, d'une foi obscure et aveugle). Des sciences fondamentalement islamiques telles que les *uqûl* (fondements) du *fiqh* et le *tawhîd* (théologie spéculative) sont structurées sur l'analogie, le raisonnement discursif, le syllogisme. Regardez donc de près, par exemple, la méthode d'Al-Hassan al-Bacri, d'Al-Ash'ari, d'Al-Djâhîz, ou celle d'un autre genre de chercheurs Râzi et Al-Khawarizmi. Ce sont de véritables représentants de la culture musulmane qu'aucun romancier du Maghreb ou du Hoggar ne saurait éclipser par quelques traits de plume ou quelque opération alchimique. S'ils ont, comme tous les autres géants de la pensée, islamique, levé la tête bien haut vers les vastes sphères de la pensée humaine, c'est parce que, les pieds très solides sur le sol, ils savaient se servir de la raison et en utiliser les immenses ressources.

C'est pourquoi, je ne crois pas, Chraïbi, me tromper en vous disant que vous donnez l'impression que vous vivez en exil dans cette culture musulmane. Je comprends votre déchirement ; il est douloureux. Votre attitude traduit une insatisfaction, une angoisse inintelligible dans un monde où l'on s'efforce de tout rendre intelligible. Peut-être votre découragement viendrait-il de votre odyssée intellectuelle fait de dispersion et de scepticisme. Le stade d'aujourd'hui sera-t-il final ? Dans l'affirmative, je vous plaindrais. Vous êtes relativement jeune, ne fermez pas devant vous les routes de l'aventure intellectuelle. Je sais, elle est déchirante, douloureuse, mais exaltante, cette aventure.

Affrontons-la ensemble, en tendant la main à ceux de nos compatriotes — et aux autres — qui veulent nous accompagner. Par elle, nous libérerons les parcelles divines que nous portons en nous. Le salut du Maghreb, de l'Islam est à ce prix. La quiétude mystique est repos pour l'âme, une âme individuelle. Or nous sommes plutôt des personnes que des individus.

DE FAUSSES PHILOSOPHIES POUR UN ERSATZ DE RELIGION

Ce travail auquel nous sommes conviés, et que notre situation d'intellectuels exige de nous, à l'égard de notre pays, ne saurait se faire sans ou contre la raison. Il s'agit de tout un programme dans le cadre d'une philosophie d'action. D'autres Marocains vont être condamnés, trop sévèrement à notre sens, à propos de votre roman « Le Passé Simple ». Nous, par contre, nous n'avons jamais désespéré de vous. Le présent débat, dans cette accueillante tribune de « Démocratie », nous permettrait peut-être aux uns et aux autres, de bien comprendre nos propres principes de vie, d'abandonner la recherche illusoire et entêtée du « Diamant Pur », et de nous débarrasser de certaines idées fixes qui inhiènt en nous toute évolution.

Voulez-vous un exemple ? Votre déclaration : « Je ne crois pas à la philosophie parce qu'elle s'adresse à la raison et non à l'âme ». Non, encore non, Ibn-Sinâ a bien été un philosophe et pourtant il a laissé un célèbre traité de l'âme. Le plus célèbre, et le premier en date, des dialogues d'Aristote, n'est-ce pas *Éthique*, consacré à l'immortalité de l'âme ? Et les deux commentaires sur ce traité d'Ibn-Rushd ? La psychologie (*psukhê*), est étymologiquement l'étude de l'âme.

Vous êtes encore dans l'erreur, lorsqu'à la philosophie, vous opposez la religion, celle-ci s'adressant à l'âme, celle-là à la raison. Consultez dans le Coran, les racines *fikr*, *taql*, et d'autres termes de

la même famille sémantique, vous verrez combien votre religion fait appel à la raison. Vous verrez également que Dieu Lui-même se qualifie de *Hakim*, (Sage). Dans la Bible le Livre des proverbes nous apprend aussi que le monde a été créé dans la sagesse et dans l'intelligence. De sorte que, dans son laboratoire, lorsque le chercheur dégage des lois, constate des relations entre des phénomènes ou établit le principe du déterminisme, il ne pourrait que conclure que l'intelligibilité est une réalité vivante dans l'univers, constatable dans l'organisme biologique, comme dans la matière inerte, à l'échelle microscopique comme au niveau macroscopique. Inversement, si vous consultez l'histoire de la philosophie médiévale, vous comprendrez combien la métaphysique était « la servante de la religion ». La philosophie moderne ? Eh bien, à côté des philosophes athées, conséquents avec eux-mêmes et qui valent sûrement mieux que les pharisiens de toutes les religions, il y a des philosophes croyants fidèles à leur foi : par exemple, ce Kierkegaard (que vous dédaignez cavalièrement), Maurice Blondel, Martin Buber (de l'Université de Jérusalem) ; J. Maritain, E. Mounier, P. Ricoeur (jeune philosophe protestant), entre des centaines d'autres grands noms de divers pays.

C'est un paradoxe inexplicable que Monsieur votre père, qui a lu « toutes les philosophies arabes » ne vous ait pas établi une liste des thèmes dont traitent ces philosophes. En attendant qu'il le fasse, en voici une — bien réduite : âme, mort, Révélation, Dieu, création, néant, temps, espace, homme, monde, etc... En somme des thèmes *étternellement les mêmes*, contrairement à votre affirmation que la philosophie « n'est que le reflet d'un individu, d'une expérience individuelle ou d'une époque — et qu'elle se veut la formation des générations contemporaines ou futures. N'y a-t-il pas là surtout de l'orgueil ? » Des expériences individuelles, certainement ; mais aussi certainement valables, par ce qui est en elles d'universalité humaine. C'est pour cela que l'histoire les transmet de génération en génération, les éclairant, les elucidant, les enrichissant. Là est la signification des cultures et de la civilisation ; et c'est ainsi qu'évolue, dans tous les domaines, le genre humain. Ainsi et pas autrement.

Ouvrez maintenant le Coran, ou le *Qah'ik* d'Al Bukhârî, par exemple, vous serez surpris de constater que tous les thèmes de la petite liste précédente y figurent. Je pourrais aussi vous renvoyer aux Livres sacrés hébraïques ; tenez, la Turah, le Talmud et la Mishna, par exemple : il y a une métaphysique biblique qui traite des mêmes thèmes. Pour l'Eglise catholique, Augustin, Thomas d'Aquin, Bonaventure, sont des philosophes, et également des saints.

Je ne crois donc pas que vous soyez dans le vrai quand vous opposez, jugez et tranchez de manière si peu nuancée et si radicale : « Les religions impliquent essentiellement l'existence de Dieu, l'Ordre du Monde et la Réalité. La philosophie, au contraire, rejette le Réel de Dieu et impose le réel intellectuel ». Je ne sais si les lecteurs ont compris ce que sont cet Ordre du Monde et cette Réalité que semble vous enseigner la religion. Il en est de même de ce que vous appelez le Réel de Dieu par opposition au réel intellectuel. Je me demande si la vraie réalité de la religion n'a pas été masquée par vos deux expressions si confuses « le Réel de Dieu » et « le réel intellectuel ». Le malheur est que ces deux formules sont suffisamment lourdes d'obscurité pour écraser la religion comme dans un étou massif. Peut-être voudriez-vous définir une religion à vous plutôt que les religions abrahamiques que nous connaissons. Car, si l'on appliquait votre définition à l'Islam, par exemple, on le dénaturerait complètement ; on ferait fi de son ossature, le *fiqh*, tout simplement.

EUREKA !

Maintenant j'ai trouvé ! Je ne crois pas me tromper sur le lieu où réside la fragilité de vos « thèses » ; elle est là, dans la conception que vous vous faites de la religion (religion *active*) et de la philosophie (philosophie qui n'a point d'assises historiques). Aussi votre religion — qui n'est que votre — et votre philosophie — qui n'est qu'à vous — vous ont-elles induit en erreur. A partir d'elles, tous vos échafaudages idéologiques, tout votre outillage mental apparaissent au grand jour. Dès lors, on ne voit pas, en effet, de raison qu'il y ait des systèmes sociaux dans l'Ordre de votre Monde. Les anarchismes politique et social aussi s'expliquent bien dans votre Monde épuré du « réel intellectuel » et sur le portait duquel on semble pouvoir lire : « Nul n'y pénètre, s'il est doué de raison ! ».

(Suite en page 8)

Une enquête de « Démocratie »

MAROC



M. DRISSI

M. Drissi est directeur commercial de la société d'expansion commerciale de l'Atlas. Il a 28 ans et il est marié. Il me reçoit dans son bureau. Il se prête très gentiment à l'interview.

— Etes-vous satisfait de votre métier, monsieur ?

— Oui, c'est une profession que j'ai choisie après avoir abandonné l'administration où j'exerçais les fonctions de contrôleur des impôts urbains à Casablanca. J'ai été en outre attaché ministériel dans le cabinet du précédent ministre des Finances Me Benjeloun. Je m'occupais des relations avec la division des Régies Financières. En novembre 1956 Me Benjeloun m'avait nommé à la tête

de la Commission des Valeurs à la Douane de Casablanca où j'ai assuré d'ailleurs mes fonctions en donnant entière satisfaction à mes supérieurs hiérarchiques.

Je regrette maintenant d'avoir été obligé de quitter l'administration — où j'ai laissé beaucoup d'amis — pour une question d'appointements. Un traitement de 48.000 francs par mois est, en effet manifestement insuffisant pour me permettre de me consacrer honnêtement aux fonctions ingrates qui m'avaient été confiées.

— Quel est, M. Drissi, selon vous le meilleur métier pour un garçon ou une jeune femme de 25 ans ?

— C'est à mon avis le métier où il aura le plus de contacts avec le public. De ces contacts on tire en effet un excellent profit. Montaigne disait : « Il faut froter sa cervelle contre celle d'autrui ».

Quant au meilleur métier pour une femme c'est à mon sens de s'occuper sérieusement de son intérieur et de l'éducation de ses enfants. Je ne suis pas, pour ma part, partisan du travail des femmes. En cas de nécessité elle pourrait, à la rigueur travailler dans un milieu strictement féminin : l'enseignement, l'apprentissage ménager, infirmière, assistante sociale.

— Que pensez-vous de notre époque ?

— Nos ancêtres n'étaient pas plus heureux que nous. D'autre part l'avenir promet beaucoup. Il est vrai que dans la société marocaine les anciennes traditions persistent et se heurtent à l'occidentalisme de la nouvelle génération qui monte. Ce qui crée parfois des difficultés et des incompréhensions entre les générations : l'ancienne et la nouvelle.

— Avez-vous un idéal ? Et croyez-vous vraiment qu'il soit nécessaire d'en avoir ?

— Mon idéal est de me comporter comme il se doit vis-à-vis d'autrui, d'avoir des enfants dignes de moi et me consacrer entièrement à eux pour en faire des citoyens utiles et heureux et de faire triompher les idées démocratiques. Quant à la nécessité d'avoir un idéal je pense que c'est la loi même de la nature. Il faut avoir un but dans la vie pour œuvrer sans amertume ni nonchalance dans la voie du progrès.

— Seriez-vous prêt à risquer votre vie pour quelque chose ?

— J'ai été appelé dans diverses circonstances politiques à contacter si je puis dire le danger. Oui, je serais prêt à risquer ma vie POUR MON PAYS, POUR MON ROI, POUR MON FOYER.

— Que pensez-vous de la femme et notamment de la nouvelle législation musulmane sur le mariage et le divorce ?

— Il faudrait que la femme s'attache à ne pas être pour le mari un fardeau, une charge mais une collaboratrice. Quant à la nouvelle législation je crois que l'on n'a rien apporté de nouveau à celle déjà en vigueur. Et en tout état de cause ces réformes sont plutôt timides.

C'est somme toute une interprétation qu'on a donnée aux lois coraniques mais on a réservé, en fait à l'homme tous les droits qu'il avait jusqu'à présent sur la femme. Afin d'essayer d'éviter le divorce on a institué pour l'homme une procédure judiciaire longue, délicate et partant rebutante. Ce n'est pas suffisant à mon avis.

— Quel est, Monsieur Drissi, votre auteur préféré ?

— Ma bibliothèque est constituée par des écrivains du XVII^{ème} siècle pour lesquels j'ai une admiration sans bornes. J'aime cependant aussi Lamartine et je suis très sensible à sa poésie.

— Que pensez-vous cher monsieur de la jeunesse marocaine et du Maroc de demain ?

— La jeunesse marocaine évolue très vite et je pense qu'elle suit les traces de la jeunesse allemande. Vous savez en effet qu'après la guerre le potentiel de l'Allemagne était descendu à zéro dans tous les domaines. La jeunesse allemande était décidée cependant à redresser la situation. Elle s'est mise au travail et aujourd'hui la situation en Allemagne prouve s'il en était encore besoin que l'Allemagne 1958 dépasse de beaucoup tant au point de vue technique qu'intellectuel l'Allemagne d'avant guerre. La jeunesse marocaine a, elle aussi, un moral excellent. Il y a lieu d'être optimiste. Les parents commencent eux aussi à se soucier de la scolarisation de leurs enfants. Chaque famille tient déjà à avoir son ingénieur, son toubib, son avocat...

— Le Maroc selon vous devrait-il adhérer à l'Occident ou à l'Orient.

— Le Maroc devrait être un trait d'union entre l'Occident et l'Orient. Sa situation géographique le rattache en effet à l'Occident alors que sa religion, sa langue et son histoire le rattachent plutôt à l'Orient. Mais tous les peuples sous-développés sont solidaires en

« Démocratie » entreprend une enquête dont le titre est MAROC 58. Cette enquête a pour vif dans la foule auprès de tous les Marocains quelque soient leur condition sociale, leur religion les principaux problèmes qui dominent la vie de la nation.

Nous avons ouvert nos colonnes en premier lieu à des jeunes parce que nous considérons surtout de jeunes et aussi parce que la jeunesse a toujours été l'élément dynamique et rénovateur

Afrique et en Asie pour lutter contre l'impérialisme et organiser leur pays dans la démocratie.

— Qu'est-ce qui va bien au Maroc, à votre avis ? Qu'est-ce qui va mal ?

— Je commencerai par ce qui va mal. Sur le plan politique L'INTERDICTION DE LA CONSTITUTION DE NOUVEAUX PARTIS POLITIQUES constitue une grave menace pour la paix au pays et surtout pour la démocratie, menace qui, est-il besoin de le dire, jette la confusion dans les esprits. On prétend qu'il faut pour pouvoir diriger la cité marocaine une main de fer. Cela est faux. Bien au contraire le Maroc est très jaloux de la liberté et de son indépendance.

Ce qui va mal encore : sur le plan du mariage, l'observation des vieilles traditions. Je pense notamment aux sommes colossales pour ne pas dire exorbitantes que les parents exigent de celui qui vient demander la main de leur fille. Trop peu de jeunes gens sont en état de faire face à une pareille situation. Sans compter que le Marocain n'a pas le droit de « fréquenter » avant le mariage celle avec qui il aura à partager peut-être toute une vie. Cela est absolument inconcevable. Dans la liste de ce qui va mal disons aussi que la vie augmente d'une façon disproportionnée et la situation des jeunes est très difficile. L'augmentation excessive des droits de douane, l'application de l'opération 20 % d'un côté, la prétendue politique d'austérité du gouvernement actuel d'un autre, sont autant de facteurs qui diminuent le pouvoir d'achat du Marocain moyen et, partant, accentuent le marasme qui sévit actuellement dans le commerce.

Ce qui va mal encore ? Le fait que le Maroc soit encore sous les bottes de Cogne et de ses hommes. Le fait que beaucoup de nos frères marocains soient à l'heure où je vous parle dans des prisons clandestines et dont le seul crime a été de ne pas appartenir au parti actuellement au pouvoir.

Ce qui va mal encore ? Le fait que le Ministre de l'Intérieur fasse la sourde oreille quand on lui parle de ces enlèvements qui déshonorent notre pays, c'est le moins que l'on puisse en dire.

Quant à ce qui va bien au Maroc, il faut citer quelques réalisations nationales telles que : l'opération labour, l'institution d'une université marocaine de droit, et l'existence d'une opposition constructive.

— Seriez-vous, M. Drissi plus heureux ailleurs qu'au Maroc ?

— Je suis attaché à mon pays et je n'ai aucune intention de le quitter, quoi qu'il arrive.

— Quel est, à votre avis, le problème n° 1 au Maroc ?

— Celui qui prend le pas sur tous les autres est à mon sens le problème économique. Il faut coûte que coûte sauver l'économie marocaine du marasme dans lequel elle se débat actuellement.

— Que pensez-vous de l'alcool, cher monsieur ?

— C'est un mal qui prend de l'ampleur et contre lequel il faut lutter. Il risque de ravager la société marocaine. Nous sommes, j'insiste sur ce point, une génération sacrifiée. Le Maroc de demain sera à n'en pas douter plus sain que celui où nous vivons aujourd'hui. La jeunesse sera plus forte et mieux formée à l'école du sport. NOUS FAISONS POUR LE MOMENT DES PAS DE GEANT POUR ESSAYER DANS L'AVENIR DE MARCHER AU MEME RYTHME QUE L'OCCIDENT.

— Quelles sont vos idées sur la dictature ?

— Je suis démocrate et je suis prêt à barrer la route à tous les dictateurs et aux pêcheurs en eau trouble d'où qu'ils viennent. La dictature est oppression et injustice elle sert ceux qui sont au pouvoir et tyrannisent le peuple. Tout le monde sait d'ailleurs que les dictateurs finissent mal et que le sort des peuples qu'ils ont dirigés a toujours été néfaste, exemple : l'Allemagne, l'Italie, le Japon avant guerre.

— Que pensez-vous de la guerre d'Algérie ?

— La guerre d'Algérie est un véritable abcès pour l'Afrique du Nord, abcès qui ne se videra que le jour où l'Algérie recouvrera son indépendance. Avec la mise sur pied de l'exploitation du pétrole du Sahara, il est à craindre que la guerre d'Algérie ne dure quelques années encore. Mais tout dépendra, semble-t-il, du premier bilan des recettes. Plus l'exploitation sera profitable plus la guerre durera. Mais j'ai confiance dans nos frères algériens qui sont déterminés à libérer leur pays.

— Que pensez-vous M. Drissi du communisme ?

— Le communisme est contraire à l'Islam et malgré l'infiltration de certains éléments perturbateurs, le Maroc n'est pas en danger QUOIQUE DANS LES RANGS DU GOUVERNEMENT ACTUEL LE COMMUNISME AIT UNE REPRESENTATION TRES NETTE.

— Qu'appellez-vous la liberté, M. Drissi ?

— J'appelle liberté, toutes les libertés publiques, la liberté du culte, la liberté de penser et d'exprimer sa pensée, par des réunions, à travers des journaux, des livres. La liberté est pour moi de faire ce que je veux sans nuire à personne et tout en tenant compte des intérêts supérieurs de la société dans laquelle je vis et du pays dans lequel je travaille.

— Que pensez-vous de la guerre mondiale ?

— A la cadence où vont les choses les hommes seront fous au point de déclencher même elle existe à l'état de guerre froide



JAMIL BENJELLOUN

rocaïne », on ne doit néanmoins pas r a plusieurs jeunes marocaines. Par qu'il y a des jeunes souvent fort di nettement différenciées. C'est pourqoi, traire et fictif d'envisager la jeune

L'on est souvent tenté de faire le l caine, le synonyme de jeunesse (arc étendue à la jeunesse scolaire, ne pr les jeunes marocains, on relève, es Catégories qu'il faut tenter de série pc

La jeunesse étudiante : au Ma palement en France) ; au Moyen-Orient La jeunesse scolaire obtenait le le B.E.P.C. et le C.A.P., se destinait au nissant des ouvriers qualifiés.

Puis, la grande masse paysann et du temps sans instruction aucune.

La jeunesse des universités islami reusement trop fréquemment à un ide Une partie d'entre elle, s'efforce d'apn vis-à-vis d'une pensée moderne el s'a élargir son savoir.

La jeunesse étudiant en Occide sa pensée, en prône la supériorité. priori, quitte à détruire les structures pense technique, souvent au détrime c oubliée que dynamisme ne signifie pa: passé ; mésuse de la conception tradic pas l'effort nécessaire d'adaptation ac au Maroc les démarches européennes d

La jeunesse étudiant au Moyen-O rabisme, avec ses qualités et ses défic d'une renaissance arabe, en y ellob absolue dans ses convictions que je dont de nombreux membres sont parf scepticisme européen et un désabisme

Il est aisé de prédire que les si étudiants, issus de ces diverses formatio prévoir que ces témoins de culture diffé à la petite échelle où se heurtent de blables, voire souvent antagonistes

Un Marocain étudiant au Ma en tant que Marocain vis-à-vis de l'Ég: acquis aux mœurs et à la philosophie inconsciemment) la vision égyptienne d France à travers l'écran égyptien. Is ei en France il y verra d'abord un idia — à l'égyptienne — aucune amitié ric il sera amené à critiquer la formati q Ces deux étudiants rentrés à Mar formations acquises par leurs séjou à naturellement l'avenir du Maroc ans

enquête a pour but de saisir sur le vif, leur religion ou leur idéologie, considérons que le Maroc est peuplé d'une multitude de cultures et de langues.

Il y a des choses que je ne pense pas que les Marocains ont fait. Mais quand de guerre froide.

Jamil Benjelloun, étudiant en médecine, en Suisse, de passage pour les vacances à Casablanca est un des animateurs les plus sympathiques de la jeune génération marocaine.

Les lecteurs de « Démocratie » connaissent Jamil Benjelloun qui a été l'auteur de plusieurs articles publiés par nous et qui ont été unanimement appréciés.

— Que pensez-vous de la jeunesse marocaine ?

— La jeunesse marocaine est une et multiple. Si on veut et si l'on peut rassembler tous les jeunes marocains sous le vocable général de « Jeunesse Marocaine », on ne peut pas négliger de considérer qu'il y a des différences. Par exemple, à l'examen, l'on s'aperçoit souvent que les jeunes marocains ont des connaissances différentes. C'est pourquoi, il semble quelque peu arbitraire de considérer la jeunesse marocaine comme une entité.

Il ne faut pas oublier qu'il y a 250.000 naissances par an au Maroc et que chaque année plus de 50.000 jeunes doivent trouver du travail. C'est l'affaire du gouvernement de leur fournir des sources d'emploi. Sinon, dans quelques années plusieurs centaines de milliers de Marocains seraient condamnés au chômage perpétuel.

Entre tous ces jeunes, il existe évidemment en commun l'âme marocaine qui est basée sur une communauté de traditions, de mode de vie et de tournure d'esprit.

Est-ce que ce fonds commun qui constitue l'âme marocaine sera-t-il assez fort pour résister aux apports multiples et souvent contradictoires de l'étranger ?

La jeunesse marocaine possède d'énormes qualités morales, des qualités d'enthousiasme et de foi patriotique et il semble que c'est là qu'elle trouvera la force pour surmonter et résoudre les innombrables difficultés qui se dressent devant elle.

— Comment voyez-vous l'avenir de la jeunesse marocaine ?

— Il ne faut à aucun prix laisser s'établir et s'étendre des fossés, des rancunes et des aigreurs entre les catégories de jeunes, ne pas laisser s'agrandir un décalage de pensée entre elles. Le premier but me semble d'être d'unifier cette jeunesse, en lui offrant un idéal commun et la possibilité de bâtir sainement son avenir.

Cette harmonisation de la jeunesse doit être d'inspiration nationale et démocratique. Et il appartient aux Pouvoirs Publics d'en donner l'impulsion. Mais l'attitude des Pouvoirs Publics est pour le moment regrettable. Ils sacrifient délibérément l'avenir au présent qu'ils jugent d'une manière optimiste, alors qu'une véritable croisade de redressement nationale reste à lancer.

Il faut fournir à tous la possibilité de s'instruire : instaurer une plus large et plus équitable attribution de bourses, en supprimer radicalement la partisanerie. Il ne faut pas qu'une grande partie de la jeunesse marocaine se sente rejetée et étrangère à l'édification du Nouveau Maroc. L'évolution doit s'établir par la base, démocratiquement. La démocratie étant entendue comme la participation de tous les citoyens à la chose publique.

Il faut donner aux jeunes une culture commune, une culture proprement marocaine, enrichie par des apports étrangers bénéfiques, mais d'empreinte véritablement autochtone, adaptée aux données réelles du pays.

Le Ministère de l'Instruction Publique, qui devrait orienter la culture dans un sens national, vient d'installer une Université Marocaine (qui dépend toujours de l'Université de Bordeaux). Université qui n'est marocaine que de nom puisque l'enseignement qui y est dispensé est essentiellement français. L'enseignement français n'est certes pas à rejeter, mais aucun effort n'a été fait pour adapter cet enseignement aux réalités marocaines. Un diplôme décerné par l'Université de Rabat n'est au fond qu'un diplôme décerné par l'Université de Bordeaux. L'on oublie, et cela est primordial et vital,

Le Marocain étant très ouvert aux influences étrangères, il revient de l'extérieur trop souvent dépersonnalisé et restructuré. Il se recouvre volontiers d'apports étrangers, parfois il les absorbe mal, les assimile difficilement, n'en extrait et n'en retient que les aspects les plus apparents et n'en adopte quelquefois que les enseignements les plus néfastes.

Quant à la jeunesse qui arrête ses études après avoir fréquenté les écoles primaires et secondaires et les écoles techniques de formation professionnelle, elle forme les petits fonctionnaires et les cadres des ouvriers spécialisés.

Cette jeunesse est obligée de chercher une stabilité matérielle. La situation économique actuelle du Maroc lui rend cette tâche très difficile. C'est pourquoi nous trouvons parmi ces jeunes là, les grands « revendiquants » des transformations sociales. C'est cette jeunesse qui alimente les rangs du syndicalisme, d'un syndicalisme qui n'a pas encore trouvé sa forme nationale, essentiellement marocaine.

Entre la jeunesse étudiante et la jeunesse durablement engagée dans la lutte pour le pain quotidien, les contacts sont nettement insuffisants.

Vient ensuite la jeunesse non scolarisée qui groupe la grande majorité des jeunes marocains : jeunesse de la campagne, souvent attirée par la ville, où elle constitue la population des bidonvilles, pauvre et déshéritée, offerte à des influences néfastes et malsaines, formant pour la plupart du temps un sous-prolétariat.

Le Maroc a vécu jusqu'au début du XX^e siècle avec l'esprit du XVIII^e siècle, fermé pratiquement à toute influence étrangère. Il s'est trouvé ensuite sous le régime du protectorat français qui l'a mis en face du monde moderne et de la civilisation technique. D'où, un énorme brassage intellectuel. Le Marocain, en même temps qu'il acquiesce à un sentiment de colonisé, se trouve devant la nécessité d'accélérer son évolution pour devenir un contemporain de l'ère moderne. Mais, cette évolution ne fut pas organisée rationnellement et par étapes ; elle fut freinée et s'élabora anarchiquement. Coupé de sa culture historique, ayant à combler un énorme retard, chaque Marocain dut organiser lui-même sa propre évolution, d'où, la grande disparité qu'offrent les individus entre eux, car l'évolution se fit à l'échelle personnelle et non pas à l'échelle nationale.

Il ne faut pas oublier qu'il y a 250.000 naissances par an au Maroc et que chaque année plus de 50.000 jeunes doivent trouver du travail. C'est l'affaire du gouvernement de leur fournir des sources d'emploi. Sinon, dans quelques années plusieurs centaines de milliers de Marocains seraient condamnés au chômage perpétuel.

Entre tous ces jeunes, il existe évidemment en commun l'âme marocaine qui est basée sur une communauté de traditions, de mode de vie et de tournure d'esprit.

Est-ce que ce fonds commun qui constitue l'âme marocaine sera-t-il assez fort pour résister aux apports multiples et souvent contradictoires de l'étranger ?

La jeunesse marocaine possède d'énormes qualités morales, des qualités d'enthousiasme et de foi patriotique et il semble que c'est là qu'elle trouvera la force pour surmonter et résoudre les innombrables difficultés qui se dressent devant elle.

— Comment voyez-vous l'avenir de la jeunesse marocaine ?

— Il ne faut à aucun prix laisser s'établir et s'étendre des fossés, des rancunes et des aigreurs entre les catégories de jeunes, ne pas laisser s'agrandir un décalage de pensée entre elles.

Le premier but me semble d'être d'unifier cette jeunesse, en lui offrant un idéal commun et la possibilité de bâtir sainement son avenir.

Cette harmonisation de la jeunesse doit être d'inspiration nationale et démocratique. Et il appartient aux Pouvoirs Publics d'en donner l'impulsion. Mais l'attitude des Pouvoirs Publics est pour le moment regrettable. Ils sacrifient délibérément l'avenir au présent qu'ils jugent d'une manière optimiste, alors qu'une véritable croisade de redressement nationale reste à lancer.

Il faut fournir à tous la possibilité de s'instruire : instaurer une plus large et plus équitable attribution de bourses, en supprimer radicalement la partisanerie. Il ne faut pas qu'une grande partie de la jeunesse marocaine se sente rejetée et étrangère à l'édification du Nouveau Maroc. L'évolution doit s'établir par la base, démocratiquement. La démocratie étant entendue comme la participation de tous les citoyens à la chose publique.

Il faut donner aux jeunes une culture commune, une culture proprement marocaine, enrichie par des apports étrangers bénéfiques, mais d'empreinte véritablement autochtone, adaptée aux données réelles du pays.

Le Ministère de l'Instruction Publique, qui devrait orienter la culture dans un sens national, vient d'installer une Université Marocaine (qui dépend toujours de l'Université de Bordeaux). Université qui n'est marocaine que de nom puisque l'enseignement qui y est dispensé est essentiellement français. L'enseignement français n'est certes pas à rejeter, mais aucun effort n'a été fait pour adapter cet enseignement aux réalités marocaines. Un diplôme décerné par l'Université de Rabat n'est au fond qu'un diplôme décerné par l'Université de Bordeaux. L'on oublie, et cela est primordial et vital,

que s'il est normal pour un Français d'obtenir un diplôme français, témoin de sa propre culture et des institutions françaises, il est anormal pour un Marocain d'obtenir dans son pays un diplôme dont la destination marocaine n'est aménagée d'aucune manière.

La participation de la jeunesse marocaine dans l'édification de l'avenir du pays, d'elle qui constitue l'avenir même, doit être fort importante. Pour cela, il faut réaliser une justice sociale, rénover l'enseignement, en luttant d'abord contre l'ignorance et l'analphabétisme qui peuvent livrer le Maroc au désordre et à l'anarchie.

Il faut puiser dans la jeunesse l'énergie pour cette rénovation.

C'est aussi à la jeunesse de s'organiser si elle constate la faillite et l'incurie de ses gouvernants, afin de renouveler, de réformer, d'améliorer, d'élargir, d'aérer les structures actuelles du pays. C'est ainsi qu'elle pourra peser directement sur la destinée nationale et forger de ses propres mains l'avenir heureux et juste auquel elle a droit.



AMINA HASSAN

Amina Hassan, 18 ans. — Travaille comme dactylo. Elle gagne sa vie pour aider ses parents. Nous la trouvons devant sa machine à écrire. Elle est vêtue à l'Occidental, un petit tailleur vert bouteille de bonne coupe très sobre, des cheveux noirs, longs, bien lissés, un visage à la fois ouvert et timide, de très beaux yeux, pas de maquillage. Le type de la jeune fille marocaine qui par sa grâce et sa tenue engage les meilleures perspectives pour l'avenir de la femme au Maroc.

— Amina pouvez-vous me dire si la femme marocaine est satisfaite de sa condition ?

— D'après ce que je pense et les avis que je trouve auprès de mes compagnes nous sommes très heureuses de vivre à notre époque. Grâce à notre Roi nous accédons petit à petit à la vie moderne. Nous pouvons sortir nous vêtir à l'européenne, participer à la marche du temps et œuvrer pour la collectivité. Quand je compare l'existence de ma mère, récluse à la maison, sans aucun horizon, son travail terminé. Oui je suis vraiment contente de vivre mon époque et mes enfants, (j'espère un jour me marier, c'est le rêve de toutes les jeunes filles), seront encore plus heureux que moi. Dans le monde actuel même mes parents ont évolués puisqu'ils m'encouragent à travailler.

— Vous venez de me parler de votre désir de vous marier un jour, êtes-vous satisfaite de la nouvelle législation sur le mariage ?

— Il est rare que les lois aient une influence immédiate sur les humains. Les mœurs restent souvent pour un temps plus fortes que les lois. Mais pour le mariage le fait pour la jeune fille de pouvoir épouser l'homme qu'elle aime est une innovation heureuse. Les divorces dans ces conditions seront certainement plus rares et j'en suis heureuse car je suis contre. C'est ce qui explique le nombre d'enfants livrés à eux-mêmes et qui traînent dans la rue car le foyer est désuni.

Mais la nouvelle législation ne nous donne pas entièrement satisfaction et nombreuses sont mes amies qui auraient voulu que le législateur marocain fasse preuve de plus de hardiesse et de courage. Les femmes marocaines souffrent beaucoup de la polygamie, et elle n'a pas été complètement abolie. De même nous aurions voulu que le port du voile soit interdit parce que nos mères et nos sœurs seraient libérées d'un grand complexe. Le voile crée une barrière entre les femmes et les hommes, or les nouvelles formes de l'existence exigent une collaboration et une grande compréhension entre les activités masculines et féminines.

— Quels sont à votre avis, les problèmes qui préoccupent principalement les femmes ? Croyez-vous qu'elles s'intéressent à la politique ?

— Les dernières années avant la libération et le retour de Sa Majesté ont été marquées par une prise de conscience très nette du peuple marocain de ses droits, de ses devoirs. La femme marocaine a été touchée par la « grâce » et elle a aussi participé activement auprès de son compagnon à la lutte armée, aux grèves, aux manifestations populaires. Elle n'est donc pas étrangère à la chose publique et à présent elle s'intéresse aux événements qui se passent avec les joies et les peines qui les accompagnent. Malheureusement les peines sont aujourd'hui plus lourdes et plus nombreuses que les joies qui se font rares. Nos préoccupations sont surtout matérielles. Nombreux sont nos parents, nos voisins et nos amis qui sont sans travail. La misère se généralise. Les femmes voient leur budget, pour faire face aux dépenses et aux frais du foyer s'amenuiser jusqu'à voisiner avec zéro. Les enfants sont sous-alimentés, mal vêtus. La crise du logement est considérable et nombreuses sont mes camarades qui vivent dans des habitations insalubres. C'est le côté matériel qui nous préoccupe le plus.

— Quels sont les loisirs que vous recherchez ?

— Après mon travail, j'aime me retrouver chez moi et lire. Mes lectures préférées sont les romans policiers. J'aime aussi beaucoup faire la cuisine et inviter mes petites amies à déguster ma pâtisserie. J'aime aussi le basket-ball et je m'intéresse à mon équipe. Le cinéma est une réelle évasion. Les films égyptiens sont mes préférés.

DIPLOMATIE DU PETROLE

Manifestement, les événements politiques de ces dernières semaines (menaces de nationalisation des compagnies pétrolières étrangères proférées à la conférence du Caire, situation chaotique en Indonésie) ont ouvert les yeux des Américains.

Le capital pétrolier que représente pour nous le Sahara est ainsi appelé à se valoriser toujours davantage à mesure que la situation au Moyen-Orient devient de plus en plus incertaine. Les gisements africains constituent la parade la plus sûre au changement des pays arabes, la seule solution de rechange à une éventuelle défection des sources contrôlées par ces derniers.

Il importe donc que nous sachions tirer le meilleur parti des atouts que nous détenons. Or nous sommes actuellement placés devant une option majeure : faut-il accorder aux grands groupes internationaux (et non plus seulement aux « indépendants » américains déjà dans la course) une place au Sahara, à côté de la Shell Royal Dutch, à pied d'œuvre dans la CREPS et dans la C.P.A. ?

Pour notre part, nous sommes formels : il est de l'intérêt national le plus évident que les pétroliers internationaux de première grandeur soient présents au Sahara, et ceci pour une série de raisons TECHNIQUES, COMMERCIALES ET POLITIQUES.

Sur le premier plan, l'intervention de sociétés étrangères renforcera les moyens en CAPITAL (nous avons investi 62 milliards en 1957 dans la recherche pétrolière), en HOMMES et, surtout en MATÉRIEL dont nous disposons. L'industrie française du matériel de forage a, certes, accompli des progrès considérables mais il s'écoulera des années avant qu'elle soit équipée à la mesure de nos besoins. Allons plus loin : il n'est pas raisonnable de

Nous extrayons de la « Vie Française » du 10 janvier 1958, de larges extraits d'un article intitulé « Les Américains au Sahara » dû à la plume de Jean Choffel. Ce texte très clair, se passe de commentaires. Nous en retenons, cependant, l'idée du projet d'exploitations des richesses du Sahara sous forme d'association par la France et les pays du Marché Commun aidés dans cette entreprise par les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne.

Cet appel à Washington et Londres s'inspire de considérations purement politiques, les raisons techniques et commerciales invoquées sont d'importance mineure.

Le gouvernement français conscient de la fragilité de sa position au Sahara, persuadé de la détermination des états possesseurs légitimes des espaces sahariens de lutter pour leur libération, manœuvre pour obtenir le ralliement des Anglo-Saxons à sa thèse. En contre-partie de bénéfices sur le pétrole, partagés entre les puissantes sociétés capitalistes françaises américaines et anglaises, Paris voudrait obtenir l'appui diplomatique et militaire de Washington et de Londres pour sa politique en Afrique du Nord.

Cette thèse rejoint celle déjà exposée par Gaillard lors de la dernière session de l'O.T.A.N. Cette recherche de l'unité d'action de l'Occident par la France en Afrique du Nord est mu par l'esprit impérialiste le plus attardé. Cette position est en contradiction flagrante avec les aspirations des peuples d'Afrique du Nord. Nous avons à maintes reprises exposé, ici, que l'exploitation des richesses du Sahara concernait en premier lieu les autochtones et particulièrement le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Nous avons aussi affirmé que ces quatre états sont disposés à envisager une collaboration avec les nations qui seraient disposées techniquement et financièrement à aider à l'exploitation des richesses sahariennes contre une juste et équitable rémunération de leur service et sans avoir de visées politiques. Il est naturel et juste que les richesses du Sahara profitent avant tout aux états d'Afrique du Nord.

Les grandes masses africaines attendent l'amélioration de leur vie matériel et leur libération économique de ces richesses. Nous ne sommes plus au XIX^{ème} siècle et l'exploitation des richesses des pays d'Outre-Mer au profit des pays colonisateurs est une formule périmée et inadmissible contre laquelle le dernier Congrès Afro-Asiatique du Caire a prononcé une condamnation définitive.

« DEMOCRATIE »

songer à fabriquer la totalité du matériel pétrolier car l'échelle des débouchés nationaux n'est pas suffisante pour permettre des prix de revient écono-

miques.

Dans le domaine COMMERCIAL, nous ne pouvons rester à l'écart des circuits de distribution internationaux, car le

pétrole du Sahara devra nécessairement se placer sur le marché international.

Pour des raisons techniques, d'abord ; le brut d'Hassi-Messaud, pour ne parler que de lui, est particulièrement intéressant de par sa teneur élevée en essence pour les Etats-Unis où la consommation de produits blancs est, à la différence de ce qui se passe en Europe, double de celle de produits noirs.

Nous serons d'autant plus amenés à vendre (en devises fortes) du pétrole saharien, qu'il faut continuer à en importer d'autres sources, que la SECURITE nous impose de ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier. La démonstration des événements de Suez est aveuglante ; rappelons — car on l'oublie trop volontiers — que l'industrie française n'a pu, lors de la fermeture du canal, continuer de tourner que grâce à l'effort intensif des groupes internationaux installés, par l'intermédiaire de leurs filiales, sur le sol français. Le fait est peut-être vexant, mais c'est un fait.

Reste l'aspect politique. L'intervention de capitaux allemands, italiens, hollandais... donnerait tout son sens à l'édification de la Communauté économique européenne. La France pourrait ainsi entrer la tête haute et par la grande porte dans le Marché commun où elle souffre, sur d'autres plans, d'infériorités flagrantes. L'Eurafrrique se fera au Sahara ou elle ne se fera pas.

Quant aux sociétés anglo-saxonnes, et plus spécialement américaines, leur présence au Sahara donnerait à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis des raisons évidentes — sinon avouées — de soutenir notre position en Afrique. La solidarité occidentale (appuyée également sur la Tunisie, le Maroc et la Libye) trouverait ici une magnifique possibilité de faire ses preuves.

Supprimons la presse Mas

M. Guédira vient de recevoir les directeurs de journaux appelés dans son discours « directeurs de journaux d'expression française ». Il est plus exact de dire « directeurs de journaux étrangers au Maroc », car il y a dans notre pays une presse d'expression française, elle, nationale. La confusion créée par l'appellation du Ministre de l'Information est dangereuse et laisse croire que les invités du Ministre étaient des journalistes marocains. Cette remarque préliminaire faite, nous avons été surpris par certains passages de la déclaration du Ministre de l'Information.

Si nous sommes partisans de la liberté de presse et nos attitudes passées et présentes en sont la preuve, nous ne pouvons admettre que ceux qui ont été nos pires ennemis restent libres de continuer leur campagne sournoise de dénigrement et de division.

« La Vigie Marocaine » et « Le Petit Marocain » et toute la presse au service de Mas ont durant plus de quarante ans saboté le moral des Marocains et travaillé pour fortifier les positions colonialistes et le régime dictatorial des Juifs, Guillaume et Boniface.

Faut-il rappeler les campagnes odieuses de ces journaux contre notre Roi et le mouvement national. Nous sommes surpris d'entendre M. le Ministre déclarer : « Oubliant le passé, refusant de nous laisser dominer par la mémoire de certaines atti-

tudes, refusant de nous inspirer de la législation française en matière de presse au lendemain de la libération, nous avons décidé de vous laisser une chance de survie. Nous espérons ainsi nous assurer votre concours ».

Or Monsieur le Ministre, il aurait été sage de ne pas oublier le « passé » et surtout de ne pas oublier « certaines attitudes », car la presse pourrie de Mas, tout au service d'intérêts sordides ne pouvait du jour au lendemain oublier ses origines et renier sa famille spirituelle. Elle continue cette presse, son travail de sape et profitant non de votre oubli mais de votre faiblesse, elle ne cesse de distiller son poison qu'elle administre à l'opinion publique.

Démocrates, nous avons toujours préconisé la liberté de presse dans notre pays, mais faut-il laisser une presse étrangère financée par des intérêts qui ne sont pas marocains continuer son action de sabotage au détriment de l'intérêt supérieur du Maroc ?

Le ministre Guédira a rappelé la législation que le gouvernement français a appliqué à la presse de collaboration, à la libération en France, si nous n'avons pu faire cette opération à chaud il y a 2 ans il est urgent et primordial qu'elle se passe immédiatement.

La presse est un service dont l'importance au sein de la nation est capitale. Nous ne devons pas continuer à manifester une mansuétude qui est plutôt de la faiblesse à l'égard de ceux qui n'ont jamais été partisans de notre libération.

Pour que cette libération se fasse, complètement il nous faut doter le Maroc, d'une presse nationale, intégrée, libre, et dont l'action est au service de l'éducation et de l'information exacte.

Nous sommes encore surpris de voir le Ministre de l'Information solliciter le concours de ces journaux. Le mot « concours » signifie-t-il soutien de la politique officielle et gouvernementale ?

Veut-on diriger la presse, l'orienter, s'en servir pour l'action gouvernementale ? telle n'est pas la mission de la presse dans les pays démocratiques et tel n'aurait pas dû être le langage d'un Ministre de l'Information que nous savons respec-

tueux de la liberté d'expression et de publication.

On ne peut apprivoiser les loups, on ne peut faire d'une presse colonialiste au service des ennemis du Maroc, une presse marocaine. Ce sont des ambiguïtés et des contradictions insurmontables. Vouloir continuer à les ignorer c'est manquer de discernement.

CE QUE JE NE CROIS PAS

(Suite de la page 5)

Entendons-nous bien. Nous ne soutenons pas n'importe quel rationalisme de n'importe quelle raison raisonnable qui réduirait le réel aux seules déductions, à la seule dialectique. Incontestablement le réel, trop riche, déborde la raison. Toutefois, sans la raison, on ne peut comprendre le réel, serait-ce de la manière la plus approximative qui soit, ni même formuler nos expériences de n'importe quel ordre (encore que, malgré la raison, nous sommes souvent handicapés ou réduits à une connaissance hypothétique). La communication se fait grâce au logos, à tous les modes expressifs (scripturaire, pictural, gesticulaire etc...). Mais ces modes sont tous significatifs, c'est-à-dire qu'ils répondent à des critères conventionnels, cependant toujours universels. Or, en l'homme, il n'y a que la raison qui soit universelle, et qui puisse s'élever à l'universel.

UN COMBATTANT POUR LA CLARTE
(à suivre)

(1) Les deux premières erreurs sont énormes, et, à cause de leur énormité même, nous ne pensons pas utile de nous y arrêter. Quant au troisième exemple, si la comparaison est fautive, elle n'est pas absurde. Ce qui, dans l'histoire de l'Islam, pourrait correspondre quelque peu au jansénisme, par la rigidité et l'austérité, ne serait pas le malkisme, mais, à la rigueur, le Hanbalisme ou l'école des Zahiriya (les littéralistes). D'ailleurs ces deux rites musulmans devraient enthousiasmer Chraïbi à cause justement, de leur refus du vray (raison), de l'interprétation personnelle et de toute philosophie : ils font prévaloir la lettre sur l'esprit des textes.

« Démocratie »

Directeur : Mohammed CHERKAoui
65, Boulevard Danton - Casablanca
— Téléphone : 537-85 et la suite —
Adr. Tél. : Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS

1 an	1.500 fr.
6 mois	750 fr.
3 mois	400 fr.

C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd. Danton

La dernière malchance

La question algérienne marque le pas. N'est-ce pas le dernier ? Les milieux français sont optimistes : les risques d'une internationalisation immédiate du conflit sont écartés. Au contraire, les débats de l'O.N.U. et le vote unanime de la résolution finale, la discrétion des Occidentaux lors de la récente session de l'O.T.A.N. manifestent la volonté des grandes puissances de ménager la France, et de ne point intervenir dans la politique qu'elle poursuit actuellement en Algérie. Il paraît même établi que des assurances lui ont été données en ce sens tant par les Russes que par les Américains.

En outre, les relations de la France avec le Maroc et la Tunisie se stabilisent et s'harmonisent. Le refus du gouvernement de Rabat de participer à la conférence afro-asiatique du Caire est une preuve évidente de ses bonnes dispositions occidentales, et ce geste, parmi tant d'autres, n'est point pour déplaire au Quai d'Orsay. De plus, des négociations vont s'ouvrir prochainement entre Français et Tunisiens pour régler les questions encore pendantes entre les deux pays ; et il ne semble pas que ce règlement puisse se heurter à d'insurmontables difficultés ; le dernier discours du Président Bourguiba, au contraire, a frappé par sa modération.

En Algérie, enfin, la situation militaire est stable ; l'armée française, mieux adaptée à la guérilla, n'a plus à redouter, pour l'instant, de graves revers. Il semble que les forces en présence soient parvenues à une sorte d'équilibre, qui n'empêche pas, certes, des accrochages mortels et des pertes sérieuses, mais qui ne permet pas de combats décisifs ni d'engagements péremptoirs.

L'optimisme français serait-il justifié ?

Il convient, d'abord, de remarquer que ses raisons sont essentiellement négatives, et qu'il manque d'éléments positifs. Il est inconsistent, ou plutôt, il ne consiste que dans une série de craintes éloignées, de dangers écartés, de périls repoussés : l'Amérique n'est pas intervenue contre l'Union Soviétique n'a pas manifesté pour,

l'insurrection générale n'a pas encore éclaté au Maghreb. Cet optimisme s'appuie sur une coalition de « non », il est donc sans fondement réel, et à l'opposé de l'optimisme vrai, qui se justifie par ce qui a été fait, par les progrès réalisés, générateurs eux-mêmes d'autres progrès, non par ce qui fut évité et qui demeure improductif, stérile, inefficace. Un moindre mal n'est pas un bien.

Il n'est même pas possible de considérer cet ensemble de négociations comme le résultat positif d'une certaine politique, comme une demi-victoire, et une promesse de victoire totale. La modération de l'O.N.U., la discrétion de l'O.T.A.N. ne signifient pas que les Américains, par exemple, convaincus de l'excellence de la politique française

était la bonne, qu'elle se révélerait bientôt payante, et qu'il était possible de juguler par les armes la révolution algérienne. Dès lors, il n'y a plus lieu d'envisager des négociations, de préparer une table ronde, ni de parler. Le langage des armes, seul, prévaudra.

Mais les chances de négociation s'éloignent d'autre part, parce que les Algériens puisent, dans l'attitude du gouvernement français, dans le bellicisme de ses dirigeants, une raison supplémentaire de refuser « le bourguibisme ». L'optimisme de leurs adversaires les renforce dans leur « intransigeance », accroît, s'il se peut, leur méfiance, et les condamne à un durcissement justifié. Certains s'étonnent qu'après le vote de l'O.N.U. le F.L.N. ait manifesté l'intention d'intensifier la

lutte armée ; mais que pouvait-il faire d'autre ? Les Algériens n'espèrent pas une victoire militaire sur la France ; mais acculés à la guerre, et puisque la guerre seule, par ses incidences économiques, sociales, psychologiques, en un mot politiques, se révèle payante, puisque la violence est l'instrument nécessaire de leur libération, pourquoi y renonceraient-ils ? Ce serait un suicide.

Aussi bien la guerre continuera-t-elle, et l'espoir de la voir cesser dans les prochains mois a-t-il singulièrement fondu. En refusant l'offre des bons offices maroco-tunisiens, en la limitant à un cessez-le-feu sans conditions, et comme tel inacceptable, la France a perdu la dernière chance qui lui était offerte de terminer honorablement le conflit. Si elle avait manifesté sa ferme volonté de faire la paix, et de participer sincèrement à l'édification d'une Confédération Nord-Africaine, il est certain que les Algériens auraient perdu de leur « intransigeance » et qu'ils auraient accepté de lui donner des formes plus politiques, plus souples, de façon à ménager la susceptibilité de leurs interlocuteurs. Et pourquoi pas ? Sans

heurts, très naturellement, comme allant de soi, l'indépendance algérienne serait peut-être sortie de ces négociations.

Mais en repoussant l'offre des bons offices, la France manifeste sa volonté de guerre. Elle ajourne donc le règlement du conflit ; elle l'abandonne ensuite aux aléas d'une internationalisation encore lointaine sans doute, mais désormais inévitable, et pour elle sans grandeur comme sans profit.

Le complaisance des Occidentaux, en effet, ne peut être illimitée. Elle dépend essentiellement de l'attitude actuelle des U.S.A., soucieux de préserver l'alliance atlantique, de la consolider et, dans cette seule mesure, de ménager la France. Or de plus en plus nombreux sont les hommes politiques, américains qui réclament une reconversion de leur diplomatie, et la recherche d'un accord réel avec les Soviétiques. Une sécurité bien entendue, et leur crédit auprès des peuples arabes sont en jeu : au moment où les Russes renouellent et multiplient leurs propositions de paix, y répondre par l'installation, en Europe, de rampes de lancement, et le seul regroupement des forces atlantiques et singulièrement aberrant et dangereux.

L'avènement d'une politique américaine réaliste, son réajustement aux nécessités de l'histoire n'est sans doute pas pour les semaines à venir. Mais il paraît hautement probable ; et le jour où Russes et Américains parviendront à une entente positive, où la politique des blocs n'aura plus cours, c'en sera fini de l'appui U.S. au colonialisme français. Bien plus, ce jour-là, les Grands sauront contraindre la France à une négociation qui pourrait bien être, celle-là, une capitulation pure et simple, et la reconnaissance brutale, sans gloire, comme une exécution, de l'indépendance algérienne. En gagnant aujourd'hui quelques mois de guerre, la France, demain, se condamne à perdre la paix.

Il ne sert plus à rien d'espérer en une dernière chance, en un dernier soubresaut : il ne reste plus qu'à attendre, hélas, le dernier soubresaut d'agonie.

par El Moughtafi Sfaxi

se en Algérie, s'engagent à la soutenir, et qu'ils participeront activement, par leurs armes et leurs dollars, à son succès. La reprise des négociations franco-tunisiennes ne signifie pas que les Tunisiens renoncent à aider les Algériens, ni même à limiter cette aide, mais simplement que la France, actuellement, passe outre et, résignée, la tolère.

Il y a donc une équivoque, que le gouvernement français, d'ailleurs, entretient dans l'opinion, mais qui doit être dénoncée : la bienveillance des Occidentaux ne prouve absolument pas qu'ils approuvent la politique Lacoste, elle ne résulte pas de cette politique, elle n'en est pas une conséquence ; et d'autre part, l'absence d'échecs retentissants en Algérie ne légitime pas du tout les espoirs du général Saïan en une victoire des troupes françaises, proche ou lointaine. Il n'y a donc aucun élément nouveau qui autorise l'optimisme du gouvernement français, ni qui permette d'entrevoir un règlement prochain de la question algérienne.

Parce que du côté français d'abord, s'est raffermie l'illusion que la politique suivie jusqu'à présent

CONFEDERATION NORD-AFICAINE DES ETUDIANTS

Nous apprenons avec satisfaction le groupement de trois unions nationales des étudiants du Maroc, d'Algérie et de Tunisie qui vient d'être effectué dernièrement à Tunis. Une Confédération Nord-Africaine des Etudiants vient de se constituer le 2 courant à Tunis.

La charte promulguée laisse présager favorablement de l'avenir, dans une collaboration effective entre les étudiants nord-africains.

L'U.N.E.M. a trop longtemps atter-

moyé avant de se joindre à l'action des deux autres unions magrébines, de l'U.G.E.M.A. surtout.

Souhaitons que le nouveau groupement œuvra dans la voie d'un véritable front étudiantin pour une communauté intellectuelle nord-africaine et pour une coordination d'action politique dont le principal but présent est d'aider l'Algérie à recouvrer son indépendance.

L'U.N.E.M. a beaucoup à gagner au contact de ce groupement.

Nous espérons qu'une sincère confrontation avec l'U.G.E.M.A. — fort évoluée du point de vue politique — et avec l'U.G.E.T. syndicalement très

active, aidera l'U.N.E.M. à surmonter sa crise actuelle née et entretenue par son obédience passive à l'égard de l'Istiqlal.

Nous avons dit et ne cesserons de le proclamer que l'U.N.E.M. doit cesser d'être un instrument aux mains du totalitarisme, générateur de régression nationale, qui tend vainement à s'instaurer au Maroc.

L'U.N.E.M. doit réaliser avant tout ce qui est sa mission essentielle : l'évolution réelle et authentique du pays.

L'U.N.E.M. se doit d'être à l'avant-garde du progrès et du libéralisme en Afrique du Nord.

Nous faisons confiance aux jeunes qui sauront trouver auprès de leurs frères tunisiens et algériens l'exemple d'une action démocratique et progressiste.

« Démocratie » salue la naissance de la Confédération des Etudiants Nord-Africains avec une grande joie et souhaite que la collaboration des jeunes générations sera un gage sûr pour la formation de la future confédération des peuples nord-africains.

AVEC LE PEUPLE CONTRE VOTRE POLITIQUE

(Suite de la page 4)

que nous ne sommes pas d'accord avec l'idéologie communiste : nous sommes les ennemis de toutes les formes de dictature. L'éditorialiste de « Al Alam », cite l'exemple de la Russie (dictoriale) car il est incapable de citer un seul pays démocratique pour appuyer la thèse qu'il essaie de défendre. L'éditorialiste a-t-il oublié qu'en Syrie, au Liban, en France, en Grande-Bretagne, aux Indes, au Pakistan et dans de nombreux autres pays, il existe des partis politiques qui n'approuvent pas la politique étrangère suivie par leur gouvernement ? — Malgré cela aucun de ces gouvernements n'a trouvé un valet de plume capable d'accuser de trahison tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui !

Assez de mauvaise foi, d'imposture et de calomnies ! Si nous sommes des traîtres, le peuple marocain trahit avec nous ! Ce que nous trahissons,

c'est la politique basée sur le marchandage avec le colonialisme.

Si nous sommes des traîtres, le peuple trahit avec nous toute politique qui n'est pas dans l'intérêt de la nation et qui ne sert pas à la réalisation de notre indépendance totale, de notre intégrité territoriale, et de l'évacuation totale de notre territoire par les armées étrangères.

Si nous sommes des traîtres, le peuple trahit avec nous toute politique qui ne donne pas un appui total à l'Algérie et à la cause arabe. Si nous sommes des traîtres, le peuple trahit avec nous toute méthode dictatoriale qui cherche à saper les fondements du régime démocratique au profit d'une aventure qui mène le Maroc au bord de l'aventure.

Nous, Parti Démocrate, nous sommes fidèles au peuple et à la Nation : libre à vous d'appeler cette fidélité de la trahison !

Ces hommes qu'on dit sauvages...

Il y a mille façons de pêcher contre l'homme, mais il n'y en a pas de pire que le racisme ; car le raciste refuse de reconnaître « l'homme partout égal à soi », il en rejette certains, pour toujours, hors de la communauté des hommes, il les exclut à jamais, et son jugement dernier est à la mesure d'une tare qu'il dit première, congénitale. Il y a souvent des verdicts injustes, mais le condamné garde l'espoir, généralement, de réintégrer le groupe, de retrouver un titre, des droits provisoirement confisqués. Le racisme, au contraire, signifie l'exclusion radicale, l'exil à perpétuité, c'est un verdict de mort : il condamne à l'infériorité absolue, il déclassé pour toujours, il bannit à jamais.

Le racisme repose donc sur une double et fondamentale injustice : il suppose l'innocence intégrale du juge, il postule la culpabilité absolue du condamné. Comme l'écrit Etiemble, « le raciste invente un péché aussi originel que celui des Chrétiens, mais original en ceci que rien, ni la beauté alliée à la vertu, ni la science unie à la sainteté ne sauraient en effacer la souillure, et pour cause », car, ajoute-t-il, « n'importe quelle étude sur la biologie des races humaines, c'est-à-dire leur psychologie, démontrerait mille fois qu'en vain l'on cherche la souillure qui du blanc distingue le noir, ou du mongol un sémita ».

Qui donc, cependant, ne réagit, juge, préjuge en fonction d'un racisme rarement professé, soit, mais d'autant plus nocif qu'il se croit inconscient ou se veut invaincu ? Il n'y a guère de démarche, de propos, de conduite qui ne s'inspirent d'un racisme latent, féroce, mortel ; autrefois inexistant, on le verra, il empoisonne la mentalité contemporaine : « Dans le monde que nous héritons, celui que nous ont composé l'Eglise Catholique, les coloniaux et les nazis, dit Etiemble, le racisme est devenu le péché mortel, le péché vraiment capital ».

C'est à le décapiter que s'acharne Etiemble dans le recueil d'Essais qu'il publia au printemps dernier sous le titre LE PECHE VRAIMENT CAPITAL. Il ne s'agit pas là d'une étude abstraite, d'une analyse purement conceptuelle du racisme, et le livre, à première vue, semble assez disparate : ainsi l'auteur consacre-t-il un chapitre à l'indifférence présumée de Montaigne ; dans un autre, c'est l'œuvre racimanesque des Tharaud qu'il dénonce, et la coupable frivolité de Cocteau, qui fit l'éloge de Jérôme à l'Académie ; ailleurs, il restitue aux Aztèques figure humaine.

Mais si diverses soient-elles, ces études ne sont pas rassemblées au hasard, et toutes révèlent un même souci : mettre hors-la-loi le racisme. Les unes le détectent dans une œuvre, dans un discours, dans la petite histoire de la vie quotidienne ; les autres le traquent dans l'histoire des peuples qu'on dit primitifs — et qui sont peut-être les premiers d'entre les hommes, qui furent du moins les premiers à reconnaître « l'homme partout égal à soi ». — Il est impossible, et le livre ne s'y prête pas, d'en présenter un résumé ; du moins pourra-t-on en pressentir la richesse et la rigueur à travers l'une ou l'autre des études que je citerai ici.

Etiemble, dans la première, démasque le racisme multiforme, omniprésent, de la majorité des Français d'aujourd'hui. On n'a pas l'occasion, tous les jours, d'étaler son racisme dans une discussion, d'argumenter sur l'infériorité des jaunes ou des noirs, de justifier, ou de critiquer, la notion de race ; mais on a tous les jours l'occasion de le manifester, à son insu souvent, dans un geste, une remarque, et le racisme, c'est autre chose qu'une doctrine, le jugement vient après, il y a d'abord le préjugé qui informe la conduite, qui trouve un air louche à l'Algérien, une odeur au jaune, qui rend le noir suspect, avant la réflexion, il y a le réflexe qui présume coupable l'innocent, simplement parce qu'il est d'ailleurs, d'un autre pays, qu'il a une autre peau, qu'il parle une autre langue.

De ce racisme, qui est diffus, partout présent, mais qu'on ne remarque plus, les exemples sont multiples : c'est ce « brave homme », « qui regrette qu'il faille tant de Jesse Owens, de Joe Louis, de Ray Sugar Robinson, tant de noirs enfin, parmi les champions olympiques et

« grand enfant, débrouillé, insouciant ». Dès qu'on généralise, on est raciste, et le racisme commence avec cette généralisation toujours, mais plus ou moins, péjorative. La pigmentation du poil, la granulation de la peau accentuent, naturellement, l'infériorité de l'autre, qu'elles condamnent irrémédiablement : on change de nationalité, mais non point de couleur. Ainsi appelle-t-on d'abord barbarie « ce qui n'est pas de son usage », comme dit Montaigne, après seulement « ce qui n'est pas de sa peau » ; cette barbarie-là est une essence, immuable, qui ne se discute pas.

Mais qui donc la discute ? L'élite elle-même l'admet, simplement elle greffe, sur un réflexe commun, une réflexion « distinguée ». L'œuvre des Tharaud, comme le montre Etiemble dans un autre Essai, en est un exemple-type. Bourgeois en France, racistes au Maghreb, leur conscience de classe se transforme en conscience de caste, c'est normal, et les communistes européens, en Algérie, font ça tous les jours. Il faut une intelligence aigüe, et du courage aussi, pour s'arracher aux mythes

En échange de leurs trésors et de leurs dieux, nous n'avons su leur apporter que trahison, luxure, avarice, « toute sorte d'inhumanité et de cruauté, à l'exemple et patron de nos mœurs », qu'ils surpassent, eux les primitifs, « en plusieurs parties d'excellence ».

L'excellence de ces mœurs, les travaux des ethnologues contemporains, d'un Lévy-Strauss, d'un G.C. Vaillant, d'Alfonso Caso l'affirment et la prouvent absolument. Elle ne consiste pas seulement dans leur mode de vie, leur technique, leurs arts, mais d'abord dans cette sensibilité à l'humain, dans cette « ouverture » à l'autre qu'on ne considère pas comme un ennemi, mais premièrement comme un ami. Les Mongols traitèrent en hôtes les missionnaires qui venaient les convertir, ils leur donnèrent, et à Marco Polo, « le plus généreux exemple de tolérance religieuse, d'indifférence à la race etc... s'il est arrivé à la cour du Grand Sire, le jeune Marco Polo obtint du prince alors le plus puissant de la terre une place de fonctionnaire dans la gabelle ». Mais qu'il s'agisse de ces « Tartares », ou des Chinois, ou des Aztèques, tous les témoignages, tous les documents sont formels : ces gens-là ne s'adonnaient point au racisme, en tout être, quelles que soient sa « race », sa religion, sa langue, ils reconnaissaient l'homme.

Et le cannibalisme ? objectera-t-on. Certes, il ne convient pas de le nier, encore faut-il le comprendre. Douterait-on de ce qu'en écrit... J. Soustelle, ethnologue ? « ... La victime (représentait) le dieu auquel on rendait un culte. Ainsi c'est le dieu lui-même qui périssait devant sa propre image et dans son propre temple, comme tous les dieux avaient accepté de périr dans les premiers temps pour le salut du monde... C'était la chair même du dieu que le fidèle absorbait dans une sanglante communion ». Et Vaillant, de son côté, confirme : « Le cannibalisme rituel était pratiqué dans l'idée qu'en consommant la chair d'un être on s'appropriait ses vertus... ». Que font d'autre les catholiques ? C'est leur Dieu, réellement présent, qu'ils mangent et boivent dans l'hostie, et c'est la vie divine qui les habite alors. Sans doute leur sacrifice est-il purement spirituel ; mais avant le Dieu chrétien, les dieux aztèques, déjà, mouraient pour le salut des hommes.

Ces primitifs, ces chrétiens d'avant le Christ, qui contribuèrent « si généreusement à notre culture », ces socialistes d'avant Jaurès, — ils pratiquaient « un communautarisme agraire » et donnaient à chacun selon son mérite, son savoir — ces sauvages qui chaussaient, comme nous, des sandales à semelle crêpe, mais qui ne machaient pas, comme nous, du chewing-gum en public (c'était réservé aux prostituées) ; qui avaient leur délicatesse, plus raffinée que la nôtre ; leurs sciences et leur littérature ; ces bares, enfin, qui nous civilisèrent, — de quel droit les jugeons-nous primitifs ? Les blancs ont « hâté la ruine des nations du Nouveau-Monde », disait déjà Montaigne, et il avait raison : ces hommes libres, ils en firent des esclaves, comme de « bêtes sauvages »...

(Suite en page 11)

par Maurice MASCHINO

les héros du pugilat, tant de Juifs pour enseigner la philosophie, tant de Nord-Africains pour peupler l'Algérie ». C'est France-Soir qui remarque, à propos d'une agression aux abattoirs de Marseille (n° du 13-2-57) : « D'après l'accusé de celui qui s'adressa aux employés... il pourrait s'agir de Nord-Africains » ; et, à propos d'une histoire de mœurs, qui suggère : « ... Parmi les suspects de sadisme qui pourraient avoir assassiné Marguerite Carley, il fallait compter certain Nord-Africain lequel, voilà dix-huit mois, avait fait à la jeune fille des propositions sans équivoque ». Mais ajoute Etiemble, « Supposons que, voilà dix-huit mois, un gars de Ménilmuche ou même un Auvergnat, d'un « Hé, la même, on s'mélange ? », ait accosté la pauvre gosse, en conclurait-on qu'il s'agit d'un sadique et d'un meurtrier probable ? Que non ! Mais qu'un Nord-Africain désire une Française, dans notre conscience infectée de racisme, cela désigne l'anormal sexuel et par conséquent l'assassin présumé... Qu'un prêtre catholique, vers le même temps, évince sa maîtresse enceinte, arrache à l'utérus l'enfant de son péché, le défigure et l'assassine : « Crime d'un mystique », prétendra France-Soir ».

D'après l'accusé... Il pourrait s'agir... Le racisme est d'abord une conviction de l'ordre du vécu, très générale, et l'on a tort de croire qu'il consiste principalement dans le rejet explicite d'une race, d'un groupe ethnique. Sans doute, être raciste, c'est déprécier une race, mais la race représente moins des caractéristiques biologiques que l'ensemble des caractères « moraux », « psychologiques », sociaux des êtres contestés : le Nord-Africain à la peau brune et les cheveux crépus, et il est valeur, sadique, assassin ; mais l'Anglais, qui a la peau blanche, est « flegmatique, distant, homme à principes », et l'Américain,

de son temps, mais les Tharaud étaient les Tharaud, « ils ont servi ceux qui font suer le burnous ». C'est logique que leurs œuvres aient occupé une place de choix dans les bibliothèques scolaires d'Afrique du Nord, comment dire aux jeunes Maghrébins, plus joliment, plus agréablement, que les femmes berbères sont « laides, flétries, sans âge », « mégères penchées sur le fumier si près de l'animalité, si mêlées à la bête », que les Musulmans sont de « malheureux fanatiques », que « leur religion est lamentablement dépourvue de mystère », qu'enfin, « prier, mentir et voler, prendre les défauts de ses maîtres et aucune de ses vertus, l'Arabe sait-il faire autre chose ? ».

Que les Tharaud, eux, n'aient su voir l'Arabe autrement, on s'y attendait. Mais que Cocteau, qui a signé le manifeste du Comité des Intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, fasse en même temps le panégyrique de ses premiers défenseurs, voilà qui passe l'entendement, et Etiemble a mille fois raison de lui en faire grief, vertement. Et combien raison aussi de dresser, face au « conformisme anticonformiste » de cet intellectuel frivole, la courageuse lucidité d'un Montaigne, non point poltron, mais — le mot est de lui — engagé.

Sait-on, par exemple, que Montaigne, dans Les Essais, défendit les Indiens contre les Portugais, qu'il protesta contre le partage de leurs terres, pourtant prescrit par le Pape, et qu'il s'insurgea violemment contre toute forme de conquête ? « Outre nos chevaux et nos armes d'acier, nos « ruses » de chrétiens et nos « batelages » d'hommes blancs, voilà qui nous soumit des gens bien supérieurs à nous en « dévotion », ainsi qu'en « observance des lois, bonté, libéralité, loyauté, franchise ». Nous en avons fait une « bouche-rie », comme de « bêtes sauvages »...

LES NUITS de CABIRIA

ARTS ET SPECTACLES

La funambule de la « Strada » s'est métamorphosée en catin. Mais derrière ses personnages, la présence de Giulietta Masina est si profondément humaine, si près de la pureté, de la poésie, de la foi qu'elle détruit en portant justement de la fatalité et de l'abjection, nos préjugés et notre inconfortable manière de penser.

Cabiria, c'est une prostituée de la périphérie de Rome. Mais c'est surtout une femme pleine de vie. Sa condition, loin d'effondrer son être consolide au contraire le côté indestructible : l'espoir. Ses déceptions, ses espoirs, tout est source de vie. Tout est mu par une grande force motrice faite d'amour et de confiance.

F. Fellini ouvre son objectif sur les marais. Il aime ces déserts de joncs avec éparces des masures et des ruines... Paysages qui ne cernent rien et prolongent les horizons...

Atmosphère misérable d'une Italie délabrée par la guerre, laissant béante la plaie de la misère et du vice. De son style sobre il peint cette campagne romaine refuge des humbles et des clochards.

Nous assistons à un fait divers : Un souteneur dévalise une fille et la pousse à l'eau. Des enfants la sauvent, des ouvriers la ramènent.

Cabiria respire, Cabiria ressuscite, Cabiria vit. Le visage de G. Masina, domine tout le film.

Génie moderne de la pantomime nous passons justement des déceptions aux espérances, dans une communion prenante. Tout le long du film ses



Cabiria : la philosophie de l'espoir.

mimes nous font penser l'action. C'est une émotion neuve où se mêle la « suggestion ». Cabiria, visage lunaire de colombine où deux sourcils épais mettent l'accent sur des yeux qui sont candeur et mobilité.

Seule entorse à la simplicité : la coccasserie des costumes. Il est vrai qu'une putain se déguise souvent et se distingue par là de l'autre femme.

Cabiria vit dans le monde de la prostitution. D'autres putains sont ses amies. Mais ce fait établi, le miracle s'accomplit pour le spectateur, il aime cette fille et ne l'étiquette plus. Il l'aime telle qu'elle est, dans la vie. Pourquoi ne serait-elle pas aimable ? Le vice n'a pas ôté la pureté à Cabiria, la malchance n'a pas désarmé son courage. Elle est authentique, vivante, humble et fière, tendre et sceptique, gaie et pathétique. Elle vit du commerce de l'amour et elle croit en l'amour. Elle ne rejette pas l'espoir et sa confiance jusqu'au bout, fait de ce film noir, un film optimiste. Sur la milieu de la pègre, matériel plein de lieux communs et d'obscurité, Fellini nous permet de penser le problème avec pudeur. De cet être commun : la prostituée, il la recrée, il lui donne un nouveau visage. C'est ce qui en fait son originalité et sa nouveauté.

Faire le trottoir avec Cabiria, courir l'aventure devient tout naturel. Sa rencontre avec une célébrité. (Amedeo Nazzari) c'est la chance d'un soir. Conte de fées pour putain pauvre elle passe des bas fonds au luxe insolent, de la brutalité à la courtoisie, de la marche à pied à la conduite intérieure. Cette vision d'un monde inconnu apporte à Cabiria des réactions très belles. Il y a l'étonnement ravi des gosses devant les devantures de Noël, il y a la joie de la chance, la petite vanité qui s'y accroche et puis sa franchise, sa bonté, son désintéressement.

Dans le pèlerinage à Marie, un peu long et étouffant, Cabiria est transportée par les prières, par la ferveur populaire, elle voudrait croire à ce Dieu, attaché à Sa croix. Mais sa foi est dans la vie. Moment lucide de cette fille qui ne pensait pas, qui agissait par instinct et songe un moment à l'inefficacité des superstitions. C'est une mys-

tique de la vie : sa religion.

La scène de prestidigitation est d'un style Shakespearien. Cabiria, mystifiée se désincarne. On sent son âme pure, flotter « comme un grand lys ». Hypnotisée, elle abandonne la réalité de la vie pour vivre son rêve intérieur. Une simple couronne lui donne cet air angélique des rosières. Rien n'est souillée en elle. Ce soir là elle rencontre Oscar tout recommence pour elle. Enfin le miracle, un homme, un ange l'aime et veut l'épouser.

Elle quitte ses amies, vend sa petite maison. Et part vers le bonheur, vers la pureté. Mais Oscar c'est le destin fatal et obstiné. Le grand méchant loup emmène le petit chaperon rouge dans les bois, loin, bien loin, jusqu'au fleuve. Tout s'éclaire.

L'aboutissement de ce bonheur c'est le drame. Eternel recommencement des choses, Cabiria est la victime d'Oscar, comme elle l'était de Georges au début du film. Parce que c'est sa vie de croire, d'aimer et d'être trahie et dupée. Mais au bord du fleuve, découvrant Oscar, elle le désarme par son inno-

cence. Cet argent qu'il convoite, elle le lui tend comme une offrande. C'est une scène profondément émouvante. Pour cet argent ? dit-elle en posant sa bourse à ses pieds. Tue-moi, tue-moi crie-t-elle dans les bois pendant qu'Oscar s'enfuit. La nuit passe sur ce désespoir, cette faillite. Elle est dépossédée de tout mais la vie est là aux bords de la forêt ; il y a la fête, de la musique, des rires. Elle regarde les visages, et elle marche vers sa destinée en toute confiance, dans un sourire... Philosophie de l'espoir.

Merveilleux film, merveilleuse actrice, F. Perrier est naturellement excellent et sobre. Il permet au suspens d'avoir toute sa valeur et par les nuances de sa composition réserve les effets douloureux de la fin. Sa monstruosité nous surprend dans le même moment qu'elle désespère Cabiria.

Réalisation spécifiquement latine alliant l'intelligence et la science cinématographique pour faire une œuvre vraie et juste. Document humain, film à voir.

FARIDA

CES HOMMES QU'ON DIT SAUVAGES...

(Suite de la page 10)

ves ; ces corps sains, ils les tarèrent ; chaînes aux pieds, travail forcé, chaudes, vérolées, éthyliques, voilà « les fruits de la civilisation » que les blancs vendent au marché noir, ou rouge, ou jaune. « Ils ne civilisent pas, dit Freyre, ils syphilitisent ».

C'est du passé ? Hélas — car le présent est pire. Le bric-à-brac raciste, aujourd'hui, c'est la baignoire, la cambre à gaz, la magnéto ; c'est les réserves d'Indiens en Amérique, le lynchage des enfants noirs à Little-Rock, c'est les camps de déportation en Sibérie ou, chez nous, à Mourmelon ; c'est les pouvoirs spéciaux, ou les lois pour étrangers ; c'est aussi ces pancartes qu'on lit sur de nombreux meublés suisses : « Italiens s'abstenir » ; c'est encore ces Hongrois qu'on sauve en les incorporant de force dans la légion, ou en les basculant au fond d'une mine.

Où, le racisme est plus violent, plus mortel que jamais. Tant que les blancs ne verront pas « dans la plus pauvre tribu leur image confirmée », et, dans leur prochain, ou noir ou jaune ou rouge, un homme, tant que partout ils n'affirmeront pas « l'homme (toujours) égal à soi », en vain s'estimeront-ils civilisés. Les blancs ? Mais je généralise, et suis raciste à mon tour : il y a quand même, chez eux, d'authentiques humanistes, qui en tout être reconnaissent l'homme. Etienne en est un.

Etienne, LE PECHE VRAIMENT CAPITAL, (Gallimard).

Admirable succès d'« AMPHITRYON 38 » au Théâtre Municipal

Il y eut foule la semaine dernière au Théâtre Municipal où le Tout-Casablanca s'était déplacé pour voir une des pièces les plus souriantes de Giraudoux : « Amphitryon 38 ».

Et le public casablancais qui avait fait confiance à Giraudoux ne fut pas déçu. La fine poésie de Giraudoux, son ironie amère, la pureté de son dialogue et la manière dont il jongle avec les mots font d'« Amphitryon 38 » une réussite théâtrale, mielleux, un enchantement.

Il est vrai que l'admirable pièce du meilleur des auteurs dramatiques français — modernes j'entends — était servie par des interprètes dont la réputation n'est plus à faire.

Jean-Pierre Aumont avec son charme, sa vivacité et son naturel incarné avec bonheur un Dieu ma-

licieux. Sa partenaire Gaby Sylvia est une Alemène dont la finesse est inégalable.

Quant à Gilbert Gil c'est une vedette d'une classe indiscutable et il a réussi à se tirer admirablement d'un rôle particulièrement difficile. Quel naturel dans son interprétation et de quelle « savoureuse ironie » n'arrive-t-il pas à imprégner son personnage !

Il faut aussi faire ici une mention particulière à Jeanine Crispin qui est une Leda brillante et spirituelle et dont le talent est aussi grand que la beauté et à Jean Malambert qui joue avec brio le rôle de Sosie.

Quant à Frank Estange il est regrettable que sa voix ne passe pas la rampe.

Victor MALKA

Le procès du Caïd des Ouled Saïd

Ben Najah et ses compagnons libérés provisoirement

Il est 9 heures du matin, une grande foule inaccoutumée stationne devant la Mahakma malgré un ciel gris et un vent froid qui balayait la place de la Grande Mosquée, nombreuses jeeps de police, un déploiement de force qui revêtait un caractère peu ordinaire.

Pourquoi cette foule ?

Pourquoi ce service d'ordre ?

Il était facile d'avoir une réponse à ces questions en circulant parmi la foule. En effet, en ce jour, 11 janvier 1958, jour anniversaire de la demande d'indépendance du Maroc, un patriote qui a consacré toute sa vie à la lutte contre l'impérialisme et la réaction autochtone est assis au banc des accusés et attend que le Tribunal Régional de Casablanca se prononce sur son sort.

Ce patriote est notre camarade Abderrmann Ben Najah qui a été condamné le 23 octobre 1957, par le caïd des Ouled Saïd sous l'inculpation de menaces, troubles, attaques contre les personnes, attaque contre le caïd, le khalifa, le cheik et le gouvernement, rébellion, insurrection, sédition, événements graves, associations de malfaiteurs, de révoltes visant à l'anarchie. La liste des chefs d'accusation est impressionnante. Elle se résume dans l'attentat contre la sécurité intérieure de l'Etat.

Appelés devant le Tribunal pour répondre des mêmes chefs d'accusation, 25 de ses camarades comparaissent avec lui. C'est d'abord Me Abdelkader Benjelloun, ancien ministre des Finances, suivi de Me Janati, qui pénétrèrent dans la salle d'audience.

A 9 h. 30 le Président déclare l'audience ouverte. Immédiatement Me Benjelloun intervient pour demander au Président si l'audience est publique ou si elle doit se dérouler à huis clos et Me Benjelloun signale que des huissiers et des policiers empêchent les gens d'entrer dans l'enceinte du Tribunal et dans la salle d'ordres du Procureur.

Après un rapide délibéré, le Président déclare la séance publique et fait ordonner qu'on laisse entrer le public dans l'enceinte du palais et qu'on permette aux gens d'entrer dans la salle d'audience.

Ensuite Me A. Benjelloun fait remarquer au Tribunal que le Procureur du Roi avait ordonné la convocation des témoins de l'accusation et qu'il avait refusé de convoquer ceux de la défense. Il pria le Tribunal de citer les témoins dont la liste était jointe au dossier de la défense. Le Président acquiesça à la demande de l'avocat. Puis ce fut le tour de l'interrogation des inculpés, suivis des dépositions des témoins.

L'accusation avait déposé de la tribu des Ouled Saïd une vingtaine de témoins à qui on a appris une leçon pour venir la réciter devant le Tribunal sur un ton monotone et peu convaincant. Il y avait même des situations qui étaient très comiques et dont la cocasserie a souvent fait éclater les rires du Tribunal, des

avocats et du public.

Puis ce fut le tour des témoins de la défense d'avancer à la barre. Un à un ils sont venus détruire, preuves à l'appui, tout l'échafaudage d'accusation dressé par le caïd des Ouled Saïd qui fut dans cette affaire : autorité administrative, commissaire du gouvernement et juge. Quelle confusion et quelle arrogance.

Le Président appela les témoins de moralité. Tour à tour MM. Cherkaoui, Ben Souda et Boutaleb vinrent dire au Tribunal l'estime et la considération qu'ils ont pour Abderrmann Ben Najah qu'ils ont vu lutter contre le colonialisme et la féodalité courageusement opiniâtement. Ils rappelèrent quelques dates de la vie de ce vaillant patriote qui fut emprisonné à Settat même en août 1953 alors qu'il luttait contre la propagande des caïds et pachas qui se préparaient d'accord avec le Protectorat à commettre le crime de Lèse Majesté. Libéré en 1954, Abderrmann Ben Najah n'eut pas de répit et entrepris à Casablanca l'organisation de la résistance et fut de nouveau arrêté en juin 1955. Toute une vie de sacrifices d'honnêteté, d'abnégation et de droiture.

Il est 19 heures la nuit est tombée et la Cour siège toujours sans désespérer. Ce fut le tour du Procureur du Roi de dresser son réquisitoire, il reconnut d'emblée que le caïd qui a jugé était un ignorant, dont la formation laisse beaucoup à désirer, il cita Voltaire et insista sur la liberté de pensée et la liberté pour l'individu d'adhérer à l'idéologie politique de son choix. La justice ne jugeant pas d'après la couleur politique des inculpés. Réclamant une justice clémentine il s'en remit à la sagesse du Tribunal.

Ce fut le tour des avocats d'entreprendre la défense de leurs clients. Me Abdelkader Benjelloun infatigable, toujours sur la brèche ouvre les plaidoiries en déposant un mémoire quant à la compétence. Après une brillante et rigoureuse argumentation juridique l'éminent avocat conclut que le caïd des Ouled Saïd était incompétent et demanda à la Cour d'ordonner la mise en liberté immédiate des appelants sans peines, ni débats. Il se réserve de plaider le dossier au fond en fin d'audience.

Me Mohamed Janati s'avance à la barre et entreprend la critique quant à la forme de l'ordonnance de jugement du caïd des Ouled Saïd, qui juge en son nom oubliant que c'est au nom de Sa Majesté qu'on prononce un jugement et que ce jugement se prononce non dans le territoire des Ouled Saïd mais dans le Royaume du Maroc. Posément avec ironie et sarcasme Me Janati ridiculise le jugement du caïd des Ouled Saïd agent d'autorité, commissaire du gouvernement et juge tout à la fois. Il s'élève contre la violation du domicile des citoyens et rappelle que l'arrestation de Ben Najah a été effectuée à minuit dans la maison d'un ami.

Dans une longue péroraison

Me Janati rappelle les principes sacrés pour lesquels le peuple marocain a combattu. Il rappelle que les droits du citoyen sont sacrés et qu'aucun agent d'autorité ne doit user de son pouvoir arbitrairement. Il appelle la nation à l'union et à la fraternité, condamne tous ceux qui sèment le trouble et le désaccord et rappelle que les troupes étrangères sont encore sur notre territoire et que pour les déloger l'union s'impose.



Me Janati

Après cette brillante plaidoirie de Me Janati ce fut le tour de Me Lévy d'entreprendre devant le Tribunal la défense de Ben Najah et de ses compagnons.

Me Lévy a longuement insisté sur l'esprit rétrograde et arriéré du caïd des Ouled Saïd, le comparant aux anciens agents du colonialisme, usant des mêmes méthodes que les contrôleurs civils et les officiers des Affaires indigènes.

Me Abdallah Mansour succéda à Me Lévy, sa plaidoirie fut alerte, vive et ironique. Il s'attacha à analyser le système de témoignage organisé par l'accusation. Il rappela que ces témoignages furent télégraphiés des Ouled Saïd par le caïd.

Il conclut en s'écriant : « Quand la politique rentre par la porte du Tribunal, la justice fuit par la fenêtre ».

Puis Me Chakouri s'avance à la barre et entreprit une défense toute imprégnée d'humour. Il compara cette affaire à une comédie grotesque et rappela que le Procureur du Roi a accepté de ne pas tenir cas du témoignage des témoins de l'accusation.

Dans ce cas dit Me Chakouri je demande à la Cour d'acquitter tous ces inculpés car c'est la seule réponse qui doit être faite à cette parodie de justice, œuvre du caïd des Ouled Saïd.

Me Abdelkader Benjelloun devait clôturer la série de ces brillantes plaidoiries. Il tint au début à remercier le Président pour sa compétence et la façon dont il dirigea les débats, de même qu'il adressa des éloges au Procureur du Roi qui fit preuve de bonne volonté.

L'avocat se demande pourquoi il y a tant de policiers dans l'enceinte du Tribunal et à l'exté-

rieur. Qui, sont-ils venus protéger ? et contre quoi ?

Le peuple venu nombreux apporter sa sympathie à Ben Najah et à ses compagnons est calme et paisible. Je rappelle dit l'éminent avocat que le gouverneur de Casablanca Bargach a convoqué le comité administratif du P.D.I. pour leur dire qu'il disposait de 5.000 policiers afin de chasser ceux qui viendraient assister au jugement de Ben Najah. Il a même dit qu'il n'hésiterait pas d'ordonner à sa police de tirer contre tout attroupement. Que signifie ces menaces contre une population tranquille et pacifique ?

Après avoir refuté un à un les chefs d'accusation, après avoir démontré que la provocation est plutôt l'œuvre du caïd et non celle de Ben Najah et ses compagnons, après avoir prouvé les irrégularités qu'il y a dans le jugement et dans les plaintes en démontrant que le jugement était prononcé le 23 octobre, alors que les plaintes n'ont été déposées que le 28 du même mois. Et que le dossier est arrivé au Tribunal avant les plaintes. Me Benjelloun s'interroge si trouble il y a, ou sont les victimes, les morts, quels ont été les dégâts commis, quels sont les instruments ou les armes utilisés ?

Se tournant vers le Procureur : « M. le Procureur puisque vous demandez au Tribunal d'alléger la peine ou de faire ce qu'il lui semble bon, pourquoi n'avez-vous pas, vu l'inconsistance du dossier déclaré purement et simplement qu'il n'y a pas lieu de requérir contre Ben Najah et ses co-accusés » ?

Me Benjelloun s'étonne que le Procureur demande l'application du Dahir de 35 qui avait été l'arme de prédilection des autoritarismes colonialistes contre le mouvement national. Il vraie que le Procureur a dit qu'il faut appliquer ce Dahir avec un esprit nouveau. De quel esprit nouveau s'agit-il ?

Et l'avocat de critiquer véhémentement la persistance dans la législation marocaine de textes rétrogrades de caractère impérialiste et anti-libéral.

Puis Me Benjelloun dit que cette arrestation est avant tout de caractère politique parce que le Maroc est à la veille des élections et que certains caïds entreprennent une action politique en usant de leur autorité pour écarter les adhérents du P.D.I. de la compétition électorale. Voilà la raison de l'arrestation de Ben Najah et de ses camarades.

Il est 22 heures Me Benjelloun continue à défendre avec émotion et talent ses clients. Le P.D.I. dit-il est une école de civisme et de formation politique, notre but est de libérer l'individu de tout complexe et de former des citoyens qui pensent librement. Me Benjelloun conclut en demandant l'acquiescement de tous les inculpés.

Le Tribunal met l'affaire en délibéré jusqu'à mercredi prochain et sur la demande des avocats ordonne la mise en liberté provisoire de nos camarades.